

Le Quartier Latin

Journal bi-hebdomadaire de l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal

BIEN FAIRE ET LAISSER BRAIRE

MONTRÉAL, 6 DÉCEMBRE 1960

VOLUME XLIII — NUMÉRO 23



ENFIN, L'A.G.E.U.M. SE PRONONCE

Jeudi soir dernier, à la réunion de l'AGEUM, on a adopté la résolution dont le texte est rapporté plus bas. Il fut de plus accepté que l'avocat des professeurs parlerait aussi pour les étudiants au Comité des bills privés, dans les limites de cette résolution. A cette même réunion, le projet du carnaval d'hiver a été adopté. Le Q.L. en reparlera dans son prochain numéro.

- ATTENDU que le Gouvernement Provincial a manifesté le désir de prendre ses responsabilités en matière d'éducation
- ATTENDU que la Compagnie de Jésus présentera deux projets de loi pour la création de deux universités
- CONSIDÉRANT l'importance que revêt la création immédiate de nouvelles universités;
- CONSIDÉRANT les conséquences de telles réalisations sur l'enseignement supérieur, sur les étudiants universitaires actuels et futurs, sur la société canadienne-française toute entière
- CONSIDÉRANT que le Gouvernement provincial ne semble pas avoir établi encore ce plan d'ensemble en matière d'éducation
- CONSIDÉRANT que seule la Commission Royale d'enquête est en mesure dans les circonstances actuelles d'établir un plan d'ensemble
- CONSIDÉRANT que l'AGEUM préconise comme politique en matière d'éducation la solution des problèmes par le Gouvernement provincial en fonction d'un plan d'ensemble bien défini
- L'AGEUM demande au Gouvernement provincial
- 1) que la Commission Royale d'Enquête établisse un bilan des ressources en matière d'éducation
 - 2) qu'elle prépare un plan d'ensemble pour assurer l'évolution de notre système d'éducation
 - 3) que le Gouvernement provincial attende le rapport de ladite Commission avant de permettre la création de nouvelles universités.

DES CLUBS DE PLACEMENTS

La démonstration de notre infériorité économique n'est plus à faire. La plus grande partie du développement économique que la province de Québec a connu depuis la guerre a été attribuable à l'initiative de groupes étrangers à la collectivité canadienne-française. Nous sommes économiquement pauvres et toutes les jérémiades collectives ne nous secourront pas du joug des "chaines dorées" d'une prospérité matérielle apparente.

On a trop souvent agité le mythe de la pénurie de capitaux pour excuser notre faiblesse. On a grandement exagéré cet argument. Des capitaux, nous en possédons en quantité suffisante pour justifier des initiatives économiques d'importance. Toutefois ces capitaux ont été mal utilisés en ce sens qu'ils sont souvent perdus pour la collectivité parce qu'ils ne sont pas mobilisés pour des tâches nationales. C'est sans doute pourquoi nous assistons d'année en année au transfert dans des mains étrangères d'industries et

de commerces canadiens-français souvent très florissants.

Des capitaux, nous en avons. Ce qui nous manque le plus c'est l'esprit d'initiative, les connaissances techniques nécessaires au lancement d'affaires nouvelles ou de produits nouveaux.

Cette double constatation: défaut d'esprit national et défaut de connaissances techniques, a incité les dirigeants du Front Universitaire à créer un Comité de Clubs de Placements. Formé voilà quelques semaines déjà — cf Quartier Latin du 8-11-60 — le Front Universitaire a pour but de promouvoir le civisme à l'université et d'encourager toute initiative en ce sens.

C'est un fait "qu'aucune nation ne peut espérer voir sa culture se développer si elle ne possède pas quelque richesse matérielle susceptible d'être mise au service de la culture, et si cette richesse n'est pas entre les mains d'une bourgeoisie autochtone désireuse, une fois son patrimoine suffisamment arrondi, de le faire

servir à l'avancement social et intellectuel de la collectivité, comme cela se produit dans toutes les civilisations normales."

C'est parce que le Front Universitaire a compris cette urgence qu'il a créé un Comité de Clubs de Placements. Ces derniers constituent pour nous, universitaires, un des seuls modes pratiques de participation directe à notre économie.

On a défini quelque part les clubs de placements comme étant "la réunion d'une vingtaine de gens qui ignorent tout des techniques propres au lancement d'une entreprise mais qui décident quand même de mettre en commun leur ignorance et leurs capitaux pour essayer d'en tirer profit par l'étude, l'épargne et les placements". Les clubs de placements reposent avant tout sur la coopération et la mise en commun des ressources matérielles et intellectuelles de chacun. C'est une magnifique école d'amitié et de collaboration où l'on apprend à partager ses connaissances et ses sous. Ils ne sont pas uniquement créés pour donner le sens de la collectivité mais aussi dans le but de faire un jour des profits en participant au commerce, à l'industrie et à la finance.

Le Comité de Clubs de Placements du Front Universitaire a pour but de se documenter sur les clubs de placements en vue d'en créer dans notre milieu et fournir aux intéressés toutes les informations nécessaires. Il a déjà aidé à la formation d'un club et a fait venir des conférenciers pour des groupes qui en avaient fait la demande.

Ceux qui seraient intéressés à faire partie d'un club de placements sont priés de communiquer avec:

- Gaston Martineau (Polytechnique)
- Jean-Guy Sicotte (Polytechnique)
- Léon St-Onge (Sciences)
- Richard Marchand (Droit)
- Bruno Boisvert (H.E.C.)

Comité de Publicité Front Universitaire

AU PANEL DES PROFESSEURS

UNIVERSITÉS EUROPÉENNES vs UNIVERSITÉS AMÉRICAINES

Dès 8 heures, mardi le 29 novembre, le Grand Salon commença de se remplir. Des professeurs, des étudiants, quelques personnalités (Me Faribault, le R.P. Angers, s.j., le docteur Poupart, etc.), un nombre impressionnant de clercs, parmi lesquels des Jésuites, prirent place dans la salle. D'un premier coup d'oeil on constatait une salle très partagée. On pouvait espérer une soirée fort intéressante.

La conférence débuta vers les 8 h. 30 par un petit mot du président de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal (représentant 90% des professeurs de carrière), expliquant le but de la conférence. Après les préliminaires, M. Pierre Dansereau, doyen de la faculté des sciences, ouvrit le débat en traitant des "Exigences de la fonction universitaire". Il fut suivi

par François-Albert Angers qui parla sur les "Facteurs académiques qui conditionnent la multiplication des universités". Enfin, M. Abel Gauthier a décrit, d'une façon fort savoureuse, "Les structures et la plan d'ensemble". M. Jacques Henripin s'en tint aux "Perspectives démographiques".

Ils posèrent tous la même question, point crucial de toute la controverse: que voulons-nous avoir dans le Québec? Désirons-nous des universités du type européen ou du type américain? C'est ce que soulève le projet de la Compagnie de Jésus. M. Angers nous démontra comment nous tendons vers l'américanisation de notre enseignement en créant des collèges universitaires, et en donnant des cours inférieurs au B.A. à l'université. Pourtant le système européen est clair: lycées et universités, avec des

tâches nettement délimitées de part et d'autres.

Puisque nous voulons réformer notre enseignement, disent les conférenciers, il est important de s'entendre sur les termes. Il existe deux sortes d'universités, celles du type américain et celles du type européen. Laquelle pourra satisfaire à nos besoins, laquelle nous donnera de meilleurs résultats? Nous croyons que le succès des universités européennes est des plus convaincant.

Avec le système américain on ne sait pas où s'arrêter. Que va-t-il arriver des petits gars d'éléments, du Collège Sainte Marie? Vont-ils faire partie de l'Université Sainte Marie? Ça ne devrait pas tarder. À quand le Jardin de l'Enfance des Jésuites? Dès qu'il saura marcher, l'enfant sera pris par les Jésuites, et on le laissera aller seulement vers

23 ou 24 ans, après son université? Voilà toute la responsabilité du gouvernement qui devra décider ce que nous aurons: universités américaines ou universités européennes.

Toutes ces choses, et bien d'autres encore, furent dites devant cet auditoire mixte (pour et contre) sans qu'aucune réaction ne se fit entendre, sauf quelques rires et des applaudissements polis. La première question venant de la salle, mit le panel dans une drôle de situation. La personne demandait ce que les panellistes pensaient du projet des Jésuites (aucun ne l'ayant mentionné spécifiquement). Nul ne se hasarda à répondre. C'est alors que Me Ferland, C.R., s'offrit pour répondre à la question. Il reprit la thèse des Jésuites qui ne voient dans ce projet qu'une consécration d'une situation de fait. De

Suite à la page huit

À Montréal, deuxième ville française du monde, Baptiste achète en anglais...

Le bon visiteur accouru à Montréal dans l'intention d'admirer la deuxième ville française du monde, s'il a enfilé quelques rues, doit bien se dire qu'on lui a menti quelque peu. Le français fait figure de parent pauvre dans l'ensemble et, dans bien des cas, il est totalement ignoré. Ce mépris de notre langue devrait nous indigner. Mais comme nous avons perdu cette faculté, à ce qu'il semble, et avec elle une sorte de fierté, la résignation qui nous caractérise a tôt fait de nous apaiser. Une fois de plus Baptiste le passif courbe l'échine et rentre dans le rang.

Lorsque Baptiste travaille à l'usine ou pose des boulons, on peut comprendre que le respect de sa langue n'arrive pas au premier rang de ses préoccupations. Mais lorsque Baptiste fréquente l'Université, on s'explique mal l'indifférence dont il fait preuve là-dessus. Tout étudiant marqué par la culture française devrait posséder une fierté assez grande de ses valeurs culturelles, dont la langue, pour exiger qu'on les respecte et surtout pour les imposer. Or un nombre considérable d'endroits publics comme les magasins, les restaurants, etc..., desservant pourtant une clientèle de langue française aussi considérable et souvent plus que celle de langue anglaise, n'emploient que l'anglais pour traiter avec leurs clients. Et nous assistons à cette situation paradoxale que ce n'est pas le vendeur qui répond aux exigences du client, mais ce dernier qui concède quand il serait en droit d'exiger. Ainsi nos bons Canadiens-français se hâtent de parler anglais, d'aller au devant de l'agent unilingue, quand ils devraient exiger catégoriquement qu'on leur réponde et qu'on les serve en français. Il en est résulté ceci qu'une minorité a réussi à imposer chez nous sa langue à la majorité et à donner à Montréal, ville à majorité française, un caractère anglais. Vraiment, les Canadiens-français ont lieu d'être fiers! Laissons de côté l'analyse traditionnelle de nos complexes d'infériorité et oublions les grands états d'urgence sentimentaux, proclamés pompeusement à la fin des banquets, en écrasant furtivement une larme sur la paupière. Apparemment ils n'ont pas tellement servi. Au lieu de déclamations il nous faut une action directe: ancrer dans la tête de tout Canadien-français de parler français, toujours et seulement français dans le Québec, et refuser systématiquement de parler anglais. Pour utiliser une expression du Frère Untel "nous n'en sommes pas aux nuances". N'ayons crainte, nos compatriotes de langue anglaise ne cesseront pas de commercer avec nous pour autant, les portes de leurs magasins demeureront ouvertes et ils ne décréteront pas l'embargo à notre égard.

Ceux qui ont pratiqué ce refus systématique de parler anglais dans les endroits publics ont vite constaté que messieurs de langue anglaise ne dédaignent pas le français lorsqu'une piastre miroite à leurs yeux. Ils ont vraiment le sens pratique et trouvent toujours assez de français dans un coin de leur tête ou de celle d'un employé pour savoir ce qu'ils

peuvent nous vendre. On peut vraiment croire que si les Canadiens-français se décidaient à n'acheter qu'en français, les magasins exigeraient de leurs employés la connaissance du français. Mais voilà les Canadiens-français sont trop "bons", ils préfèrent se renier au lieu de s'affirmer; ils ont conservé la mentalité du vaincu devant le vainqueur.

Si nous voulons redonner un visage français à notre province et communiquer une certaine fierté de la langue à la population, il est urgent que le français perde ce statut de patois familial que l'on abandonne au profit de l'anglais dès qu'on sort sur la rue et que l'on commence à discuter d'affaires. Un peuple ne peut s'attacher vraiment à une langue dont il perçoit vaguement qu'elle est dans un état d'infériorité vis-à-vis la langue des affaires. Si la population du Québec conclut que le français n'a qu'une importance secondaire, on pourra difficilement la convaincre qu'elle doit voir en lui une valeur fondamentale à conserver.

Il y a donc toute une éducation à faire en ce domaine. On s'en était aperçu avant aujourd'hui, bien entendu, mais les résultats obtenus indiquent que les solutions ou les tentatives de solutions apportées n'étaient pas adéquates. Le seul fait qu'on s'entende répéter moins souvent que nous avons "l'accent le plus pur au monde" permet de croire qu'on a saisi davantage l'acuité du problème.

Les solutions pourront s'exercer à tous les niveaux, à l'école comme chez le grand public. En ce qui a trait à ce dernier, il faudra mettre en oeuvre tous les moyens de diffusion afin de mener une campagne intense et soutenue en faveur de l'usage du français dans le Québec et convaincre la population qu'elle doit s'exprimer en français et exiger partout du français. Quant à l'école, il reviendra aux professeurs d'apprendre la langue à leurs élèves et de leur en communiquer la fierté. Puisque nous en sommes aux solutions radicales, nous devons aussi envisager de faire apprendre leur langue et leur montrer à la parler à une proportion élevée de nos professeurs au primaire et au secondaire. Nous risquerons alors qu'ils l'enseignent convenablement. Disons que tout va bien dans nos universités, foyers culturels intenses, sauf que dans un certain nombre de facultés on se sert de manuels de langue anglaise, inculquant ainsi une terminologie anglaise aux étudiants. On pourra discuter des problèmes du français plus tard...

Comme on ne peut pas toujours attendre les "plus tard", rappelons qu'une action est actuellement possible, c'est d'avoir la fierté (nous n'oserions dire le courage) de parler français partout, de l'imposer et d'exiger qu'on nous réponde en français. C'est là un postulat élémentaire pour un étudiant universitaire: usage du français; refus de l'anglais dans les endroits publics. Cela peut sembler du fanatisme, mais ne nous y trompons pas, il s'agit simplement d'un instinct de conservation.

Laurent Bégin

BLOC-NOTES

L'ABCÈS DU LAICISME

Un débat sérieux a été soulevé récemment dans la province par un projet de loi que les RR. PP. Jésuites ont déposé en Chambre à l'effet qu'il leur soit permis de créer deux nouvelles universités dans la région de Montréal. Il est important de remarquer de prime abord que l'opinion publique, plus spécialement celle qu'intéressent les problèmes académiques, s'est prononcée en bloc contre ce projet, à quelques exceptions près (parmi celles-ci il est intéressant et

symptomatique de noter l'encouragement sans borne qu'a adressé le Président de la Fédération des collèges classiques au projet des Jésuites; il est permis de soupçonner que cette Fédération a elle aussi quelques plans derrière la tête qui seraient singulièrement favorisés par la valeur d'exemple que pourraient représenter les universités jésuites).

Toutes sortes de gens et d'associations se sont inscrits en faux devant le projet d'Université Ste-Marie, de-

puis un groupe d'intellectuels radicaux jusqu'à Mgr Gosselin de "L'Action Catholique". L'Association des professeurs de l'Université de Montréal a pour sa part endossé à la quasi unanimité de ses membres une résolution dont on peut difficilement nier le sérieux et le bien-fondé, qu'on ne peut en tout cas sûrement pas taxer de malhonnêteté ou de partisanerie.

En effet nos professeurs se bornent à revendiquer une

enquête royale sur l'éducation avant de porter dans ce domaine tout nouveau geste de portée considérable comme le serait la création de nouvelles universités. L'idée d'une enquête royale sur l'éducation n'a rien de révolutionnaire puisqu'elle a été promise aux électeurs de la province avant le scrutin du 22 juin par l'article 9 du programme du Parti Libéral. Et si cette enquête a été demandée par plusieurs organismes à s'être intéressés au problème de l'éducation, à tel point qu'un parti politique a jugé bon de l'insérer dans son programme, c'est qu'elle est nécessaire parce que l'on ne possède pas l'assurance que les structures de notre système éducationnel actuel sont adaptées au but qu'elles doivent desservir. Dans de telles conditions il semble normal que l'on éprouve des réticences à s'embarquer dans une aventure d'une envergure semblable à celle que représente la création de nouvelles universités.

Voyons voir ce que les Pères Jésuites répondent à cet argument. Le Père Réal Lebel, recteur du Ste-Marie, en a donné un échantillon mardi dernier devant des membres de la SSJB: "Même si en principe nous sommes favorables à l'enquête royale sur l'éducation, est-ce à dire que nous acceptons que toute initiative sérieuse dans le domaine de l'éducation soit paralysée pendant les années que durera l'enquête?" (La Presse du 30 nov.) Voilà une impatience que je ne comprends pas et que d'autres pourront malicieusement interpréter. Je ne comprends plus rien lorsque le Père Lebel s'exclame, 5 lignes plus loin: "Il y a 118 (cent dix-huit) ans que le projet est à l'étude!" Quand on attend quelque chose depuis 118 ans il me semble qu'il doit être aisé de porter cette attente jusqu'à 121 ou 122 ans. Les Pères Jésuites auraient fermé la bouche à tous leurs adversaires s'ils avaient retiré leur projet devant l'opposition croissante qu'il suscitait, et je ne vois pas ce qu'ils auraient perdu à le représenter à l'issue de l'enquête.

D'un autre côté, on s'explique mal que ces 118 années d'"étude" n'aient pas suffi aux Jésuites pour qu'ils nous présentent un exposé même sommaire de ce que seront les nouvelles universités: du côté administration, recrutement des professeurs, financement.

Un second point m'inquiète particulièrement dans l'argumentation des PP. Jésuites. Il me semble que ceux-ci ont une tendance démagogique à faire dévier la discussion sur des terrains qui sont chez nous très glissants. Je relève dans la conférence du Père Lebel que "tous les arguments étant bons, certains catholiques se croient obligés de virer laïcissants... L'abcès du laïcisme a abouti. Il couvait depuis un certain temps. L'Université Ste-Marie et les Jésuites auront eu le mérite de le faire aboutir." A la conférence d'information sur la multiplicité des universités tenue ici la semaine dernière, après que des panélistes sérieux eurent tenté d'approcher le problème d'un côté scientifique en analysant ses diverses incidences démographiques, économiques et académiques, un énergumène vint dire au micro son étonnement de voir se manifester en un tel milieu une sorte de peur: "S'agit-il d'un complexe national? On a eu jadis des Indiens, on a peur maintenant des Jésuites." (La Presse). Ce mythomane était le secrétaire général du Collège Ste-Marie et on peut supposer qu'il était mandaté par les Jésuites.⁽¹⁾

D'aucuns pourraient flairer de la mauvaise foi quelque part; quant à moi je me contente d'exprimer ma tristesse devant certains propos qu'ont suscités ces débats, propos dont la démagogie est évidente et dans lesquels je crois relever un fonds sous-jacent de fascisme.

Bruno Verdon

(1) La première parole de M. le secrétaire général a été de dire qu'il était laïc, lui, ce qui ne l'empêchait pas d'occuper un haut poste dans un collège jésuite. Je ne vois pas ce que cette déclaration venait faire dans la discussion, sinon ressusciter un malaise qu'on avait jusque là passé sous silence.

LE QUARTIER LATIN

journal bi-hebdomadaire de

l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal

Membre de la Presse Universitaire Canadienne
et de la Corporation des Échollers Grifonneurs

Directeur: Jacques GUAY

Assistant-directeur: Christiane VERDON

Rédacteurs en chef: Laurent BEGIN et André PINSONNEAULT

Chef des nouvelles: Serge GRENIER

Comité éditorial: Bruno MELOCHE, Pierre MARTIN, Louis BERNARD,
Yves PAPILLON, Raymond AMYOT, Luc DANSEBAU, Michel PELLETIER

Chargés de chroniques: François LACASSE (Travail),
Denis GAGNON (Internationale), Gilbert MARION (Peinture)

Jean-Pierre LEFEBVRE (Cinéma)

Rédacteurs: Thomas SOMCYNKY, Pierre BOUCHARD,
Hubert PITRE, Janine BARIL, Bruno VERDON, Léonce BEAUFRE,

Lorraine LAPORTE, Jean DULUDE, Jean MESSIER,
Michel GOUAULT, Sylvio GELINAS, Yves CARRIÈRES, Robert REEVES.

Pages artistiques: Stéphane VENNE (responsable), Louis ST-PIERRE,
André FRAPPIER, Henri ABRAN, Alice PEBTERS

Enquêtes et reportages: Jean-Pierre SAULNIER

Correspondant agémique: Jacques THEORET

Photographes: Pierre ASSELIN, Daniel FORTHOMME

Publicité: Georges Lefebvre — RE. 7-6561

Abonnement pour l'année universitaire: \$3.00

C.P. 6128 — Local 707 — RE. 8-9616

2222, ave Maplewood, Montréal 26.

Imprimé par LA PATRIE — 180 est, rue Ste-Catherine — Montréal

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe,
Ministère des Postes, Ottawa.



LE MÉMOIRE DE LA C.S.N. AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Le dix-sept novembre dernier, la Confédération des syndicats nationaux soumettait son mémoire annuel au gouvernement provincial. Le volumineux document présente une liste complète des revendications de cette centrale. A chacune des demandes, on suggère au gouvernement les moyens nécessaires pour parvenir à l'amélioration désirée. Enfin, M. Lesage et ses ministres semblent avoir fait très bon accueil aux représentations syndicales. Notons en passant que la C.S.N., au tout début de son mémoire, réaffirme: "Notre Confédération n'est pas un parti politique et elle ne désire pas s'inféoder à aucun parti." Interprétant très largement cette déclaration, MM. les ministres se sont pâmés d'aise et ont généreusement prodigué leurs encouragements aux délégués afin qu'ils maintiennent cette position! Le contraire eût été étonnant!

Notons maintenant les revendications les plus significatives de ce mémoire.

Au sujet de la C.R.O., la C.S.N. demande la publication des décisions et des motifs de la Commission. En corollaire, pour accélérer et améliorer le rendement de cet organisme, pour le plus grand bien de tous les travailleurs, on demande la création de tribunaux du travail qui seraient chargés d'expédier les questions à caractère exclusivement ou partiellement juridique. Ces conflits sont actuellement référés à la C.R.O. et, vu leur nombre et leur complexité, allongent indûment les délais de procédure et leur complexité, pour tous les travailleurs passant par cet organe.

Soulignons que ces deux demandes ont été satisfaites, du moins verbalement, par les promesses de M. Lesage aux syndicalistes présents lors de la lecture publique du mémoire.

Rappelant les engagements pris par le parti libéral, lors de la dernière campagne électorale, la C.S.N. exige, sans délai, certaines modifications à la Loi des relations ouvrières. Entre autres, l'interdiction formelle, par un texte de loi précis et efficace, de toute "union de compagnie" (syndicats de boutique).

De plus, on considère comme essentiel que les décisions de la C.R.O. en matière de congédiement pour activité syndicale soient exécutoires sans recommencer toute la procédure devant les tribunaux civils. A ce sujet, on demande d'éclaircir la loi en vue de rendre l'employeur totalement responsable de la preuve.

La C.S.N. considère que, dans l'état actuel des choses, l'arbitrage obligatoire mais non exécutoire en matière de négociations collectives est un obstacle à la bonne marche des pourparlers patronaux-syndicaux et une cause de retards indus pour le travailleur; elle demande donc l'abolition de cette stipulation

de la loi des différends ouvriers. A la place, la C.S.N. suggère la création de tribunaux de conciliation permanents auxquels les parties seraient libres de recourir.

Sur le plan économique, la centrale souligne l'importance de la représentativité du Conseil d'orientation économique et la nécessité d'une politique rationnelle, planifiée, dans le secteur de nos ressources naturelles. En plus de recommander une étroite collaboration fédérale-provinciale dans la lutte contre le chômage, la C.S.N. prône des mesures gouvernementales vigoureuses en vue du développement dans la province d'une industrie secondaire adéquate.

Au chapitre de l'Instruction publique l'organisme syndical suggère certains changements radicaux mais essentiels:

1. Scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.
2. Gratuité totale des manuels scolaires.
3. Une augmentation du volume des bourses et une libéralisation de leur distribution aux familles à revenus modestes qui veulent envoyer leurs enfants aux institutions secondaires et universitaires.
4. La création d'un organisme indépendant chargé de l'administration des fonds publics en matière d'éducation.
5. L'enseignement du syndicalisme dans les écoles et l'admission d'un représentant de la C.S.N. au comité spécial de coordination de l'enseignement.
6. L'établissement de la gratuité scolaire à tous les niveaux au Québec.

En plus de certains amendements juridiques précis aux lois ouvrières déjà existantes, la C.S.N. demande la réforme de la loi et de la carte électorales de manière à donner aux différents groupes une représentation adéquate au Parlement; en d'autres termes, on devrait corriger la carte actuelle qui donne aux centres urbains une représentation sans rapport avec leur importance démographique. Elle demande aussi l'abolition des chartes municipales exemptant ces corporations de la signature d'ententes collectives avec certaines catégories d'employés; l'interdiction des "villes fermées"; la nationalisation des services du gaz naturel; une enquête sur les prix exagérés des produits pharmaceutiques: le maintien de l'interdiction du travail dominical; et enfin, la protection des officiers de l'état — la P.P. — quant à la mise en pratique du droit de grève.

François Lacasse

P.S. Dans une prochaine livraison nous analyserons le récent mémoire de la C.S.N. concernant spécifiquement l'éducation.

TRIBUNE LIBRE

LA BONNE FOI EST-ELLE EN CAUSE ?

Dans l'édition du 24 novembre, p. 3, Pierre Stewart écrit: "On ne peut pas de bonne foi être en désaccord avec les évidences de cet éditorial" (qui alléguait un droit à l'erreur consécutif à la liberté d'exprimer "sa" vérité). Vous aussi, monsieur Stewart, y aller de l'anathème de la mauvaise foi contre ceux qui ne partagent pas ce que vous estimez être la "politique" et la "tendance" du "Quartier Latin". Or ce qui est pour vous une évidence, est pour moi une absurdité. L'éditorial dont vous faites l'apologie contient deux allégations tout-à-fait différentes que vous confondez: la liberté d'expression et le droit à l'erreur. La première est expliquée; la deuxième est une affirmation gratuite. Quant à la liberté d'expression, j'endors les conclusions du réquisitoire de l'éditorialiste, même si je trouve inconcevable qu'un universitaire confonde ce que les gens de la rue ne sauraient identifier, à savoir: vérité et opinion. Quant au droit à l'erreur, ce n'est certes pas par mauvaise foi mais par évidence métaphysique que je ne puis l'admettre. Je l'ai démontré ici le 24 novembre p. 3 (l'article est coiffé du titre FORUM SUR LA VERITE: je l'avais en fait intitulé: EXISTE-T-IL UN CERTAIN DROIT A L'ERREUR ?).

En venant à la rescousse du droit à l'erreur, vous ajoutez "la position des adversaires de la tendance du "Quartier Latin" est de refuser la notion de vérité personnelle". Mais cette expression que vous substituez à "sa vérité" ne signifie pas davantage "opinion" que vous voulez rejoindre à tout prix en vidant le mot vérité de son sens spécifique. Pourquoi cette subtilité? La vérité subjective, c'est une vérité authentique même si elle est partielle et participée. Vos guillemets, majuscules, parenthèses, points de suspension et autres subterfuges pour travestir la définition de la vérité ne supplanteront pas celle que nous livrent les sources valables: dictionnaires, usages, philosophies. Vous écrivez encore: "la vérité personnelle... n'est pas nécessairement vraie!" Je ne souligne pas la contradiction des termes, j'essaie de deviner votre pensée: vous voulez dire qu'une opinion ne reflète pas nécessairement la vérité. Pourquoi jouer sur les mots? D'ailleurs, le problème n'est pas là mais sur le droit à l'erreur. Oh! je comprends qu'il vous soit indispensable de consacrer votre nouvelle définition de la vérité (i.e. opinion), puisqu'elle constitue le moyen terme de votre argumentation conduisant au droit d'errer. C'est pourquoi, ce que j'ai dénoncé la semaine dernière, ce n'est pas d'abord une équivoque, ce n'est pas non plus le procédé par lequel on a réclamé le bénéfice de cette équivoque pour diffuser une idée, c'est l'idée elle-même, le droit à l'erreur. Voilà le fond du litige.

De plus, établir le droit d'errer en affirmant la liberté d'expression n'est pas une preuve pertinente; ce sont deux propositions relevant de deux ordres différents: individuel et social. La liberté d'expression se fonde sur la sociabilité qui implique le droit de communiquer avec ses semblables. L'autre proposition se réfère au mécanisme de la connaissance dont la finalité est la conformation du sujet avec l'objet. Quand la connaissance n'opère pas cette conformité, on dit qu'elle est fautive et erronée, et on ne pourrait justifier ce défaut sans prôner la perversion même de la faculté cognitive. Si je reviens sur cette démonstration, ce n'est pas que je me prenne au sérieux, mais parce que je prends au sérieux l'enjeu du litige; Un droit à l'erreur conduit à l'absurde; il justifie et l'erreur et le mal.

Vous voyez, je l'espère, monsieur Stewart, qu'on peut sans être malhonnête ne pas partager "vos" évidences. Ne parlez donc de mauvaise foi qu'avec motivation, sans quoi votre accusation se retourne contre vous.

Maurice Bastien,
Droit II.

NDRL. — Il me semble que vous auriez besoin de relire l'éditorial paru il y a déjà quelque temps et intitulé "Il existe un certain droit à l'erreur". Je me trompe peut-être mais il me semble que vous n'avez pas compris exactement ce que j'ai écrit.

J. G.

LA VACHERIE D'LA SEMAINE

UNE HISTOIRE DE MÉTHODE

Parue dans le journal "La Réforme"
du 3 décembre 1960.

LES MÉTHODES QUE L'ON CONNAIT TROP BIEN

Si le nouveau parti n'a pas encore de membres dans le Québec, il a déjà son journal gracieusement offert par la F.T.Q. Le journal "Le Monde Ouvrier" aura donc dorénavant la tâche de vendre le nouveau parti aux ouvriers. Ce ne sera pas une tâche facile. Les statisticiens du CCF et du PSD, maintenant à l'emploi du nouveau parti, sont reconnus pour leur dextérité à jouer avec les chiffres. Que de victoires morales ils ont accumulées en 27 ans d'existence.

Les étudiants de l'Université de Montréal ont élu une "Miss Quartier Latin" comme ils le font à chaque année. Le choix, cette année, a porté sur la jeune fille du syndicaliste Philippe Vaillancourt. Le rédacteur du "Monde Ouvrier" se félicite de cette victoire. Nous la félicitons aussi.

Étant en fait mis en cause puisque c'est moi qui ai communiqué la photo de Mlle Vaillancourt et les renseignements au "Monde Ouvrier", je me permets d'apporter quelques rectifications dont "La Réforme", dans son souci d'objectivité, voudra bien tenir compte. Depuis le début de la présente année académique les relations entre le monde ouvrier et le Q.L. sont excellentes et il est arrivé qu'à maintes reprises notre chargé de la chronique du travail a eu à rencontrer des représentants soit de la C.S.N. soit de la F.T.Q. Il n'est donc pas étonnant que le "Monde ouvrier", organe de la F.T.Q. ait jugé bon de souligner l'élection de Miss Q.L. Je crois que cet échange mutuel entre journaux syndicaux et étudiants est de nature à favoriser un climat de compréhension et d'entente entre la classe étudiante et la classe ouvrière et je profite de cette occasion pour remercier le "Monde Ouvrier" d'avoir si gentiment fait écho à l'élection de la reine des étudiants.

Certes il y a eu une erreur de commise relativement au nombre de concurrentes et au pourcentage du vote. Voici. Ayant fait parvenir au rédacteur en chef du "Monde Ouvrier" la photo de Miss Q.L. je l'ai référé pour plus amples détails à un reportage paru sur l'événement dans le journal "La Presse" du vendredi 11 novembre. Reportage dans lequel on peut lire:

Mais il n'est pas convenable d'aller jusqu'à inventer des chiffres pour rendre cette victoire plus mémorable. On lit dans le journal que "Mlle Vaillancourt a triomphé de 20 autres Miss Facultés. Elle a obtenu pas moins de 67% des 3,560 suffrages". A beau mentir qui vient de loin. Rétablissons donc les faits. Mlle Vaillancourt n'a triomphé que de 4 candidates au suffrage universel. Les résultats de l'élection n'étant connus que des 5 étudiants membres de la Commission électorale, nous mettons également en doute le "pas moins de 67% des 3,560 suffrages".

Si les partisans du nouveau parti ont l'intention de se servir des méthodes de la vieille Union nationale, nous ne voyons vraiment pas l'avantage de changer l'opposition à Québec.

"Egalement Miss École Normale secondaire, déléguée de l'AGEUM elle (Miss Q.L.) a été élue d'après le suffrage universel; 67% des 3,560 votes lui ont valu la couronne sur 20 autres Miss de Faculté."

Voilà où le "Monde Ouvrier" a puisé ce qui a fait dire à l'illustre rédacteur inconnu de "La Réforme": "A beau mentir qui vient de loin" et ce qui l'a amené à déduire que le Nouveau Parti emploiera les méthodes de l'Union Nationale. Jepourraisajouter qu'étant donné que c'est "La Presse" qui a erré la première et que "La Presse" a comme rédacteur en chef Jean-Louis Gagnon et que Jean-Louis Gagnon est, je crois, libéral, il faut en conclure que le parti libéral emploie les méthodes de l'Union Nationale, mais j'abandonne ces savants arguments au rédacteur inconnu de "La Réforme".

Mille excuses au "Monde Ouvrier" pour l'avoir mal renseigné en le référant à qui vous savez et mille regrets à "La Réforme" si je lui enlève un assommoir qui a passé près de devenir un boomerang.

Et tant pis pour ceux qui verront dans ces lignes une déclaration de foi au Nouveau Parti.

J'ai voulu uniquement rétablir les faits afin qu'une erreur, qui fut commise en partie à cause de moi et en partie à cause d'une source avérée fautive, ne puisse servir les chasseurs de sorcières.

Jacques Guay

L'ÉCOLE SANS-DIEU, UNE MANIFESTATION DE NÉO-DUPLESSISME

La création probable d'universités jésuites à Montréal passionne actuellement l'opinion publique. On est pour, on est contre, avec acharnement. Ceci n'est qu'un point, parmi tant d'autres du problème de l'éducation dans la province de Québec. Tout est actuellement remis en question dans ce domaine. Maurice Duplessis et ses acolytes (quand ils avaient droit de parole, c'est-à-dire pendant les campagnes électorales) aimaient répéter que nous possédions au Québec le meilleur système d'éducation au monde. La mort du cher homme, la désintégration de l'Union nationale, et par voie de conséquence la délivrance partielle du complexe de la peur, les prises de position courageuses du groupe de "Cité Libre" et de quelques intellectuels isolés, l'ambition des Jésuites, tous ces événements ont délié la langue à plusieurs de nos concitoyens. Le frère Untel a servi de catalyseur et le problème est devenu à la mode, débattu, rebattu, mal posé par certains, encore plus mal discuté par d'autres. Il y a par exemple l'évêque de Rimouski, Mgr C.-E. Parent, qui énonce des arguments aussi sophistiqués que ceux de Daniel Johnson ou d'Éloi Guillemette, député de Frontenac, (ce qui n'est pas peu dire) quand il affirme: "Soyez fiers de pouvoir payer votre part pour l'éducation de vos enfants. Ne souhaitez pas le jour où vous n'aurez plus un sou à déboursier, car alors vous n'aurez plus un mot à dire sur le sujet." Il y a également l'évêque de St-Jérôme, Mgr Émilien Frenette, qui déclare: "Un jour si ça continue, on se trouvera en face de l'école neutre. Que l'on ne vienne pas nous imposer l'école laïque au nom de la liberté."

Voilà bien deux façons de mal poser le problème et par conséquent de retarder l'aboutissement à une solution adéquate. Dresser l'épouvantail de l'école sans Dieu est bien une manifestation du "néo-duplessisme" que tentent de populariser certains ambitieux de l'Union nationale. L'association éventuelle de ces politiciens d'extrême-droite avec une partie du haut-clergé québécois serait redoutable et désastreuse. L'hypothèse semble plausible.

Les professeurs prennent position

Les Pères Jésuites procèdent habilement. Ils tiennent mordicus à leurs deux universités. Sont-ils ceux qui ont le plus d'autorité pour savoir si oui ou non Montréal a besoin d'une deuxième université de langue française? Leur instinct de possession, pas mauvais en soi, me porte toutefois à douter de leur impartialité. Devrais-je alors adhérer à la position du Ministre de la Jeunesse? Paul Gérin-Lajoie est un homme très intelligent certes mais il peut bien faire d'une pierre deux coups: s'allier les Jésuites (et leur influence est grande) et se tailler du capital politique. Je préfère la position des corps professoraux des Universités de Montréal et Laval qui demandent au gouvernement d'instaurer une enquête royale sur l'éducation et d'attendre les conclusions de cette enquête avant de créer les deux universités nouvelles. Ceci me semble élémentaire et rempli de bon sens. Ce sont les universitaires qui sont les mieux placés pour se rendre compte des besoins de nos universités et constater qu'actuellement la carence de professeurs de carrière est grande et que l'état de la recherche est plutôt minable.

Collèges privés et collèges publics

L'engagement pris par le ministère Lesage de donner à notre population l'instruction gratuite aura inévitablement pour conséquence la fondation par l'État d'un certain nombre de collèges classiques. Et c'est tant mieux parce qu'il est temps que les laïcs, prenant conscience de leurs responsabilités, brisent le monopole presque absolu que les clercs exercent sur nos collèges classiques, écoles normales et autres institutions similaires. À ce propos, dans le bulletin "Ce mois-ci au Collège Sainte-Croix", vol. 5, no 1, le R. P. Maurice Lafond, c.s.c., supérieur de cette institution, écrit:

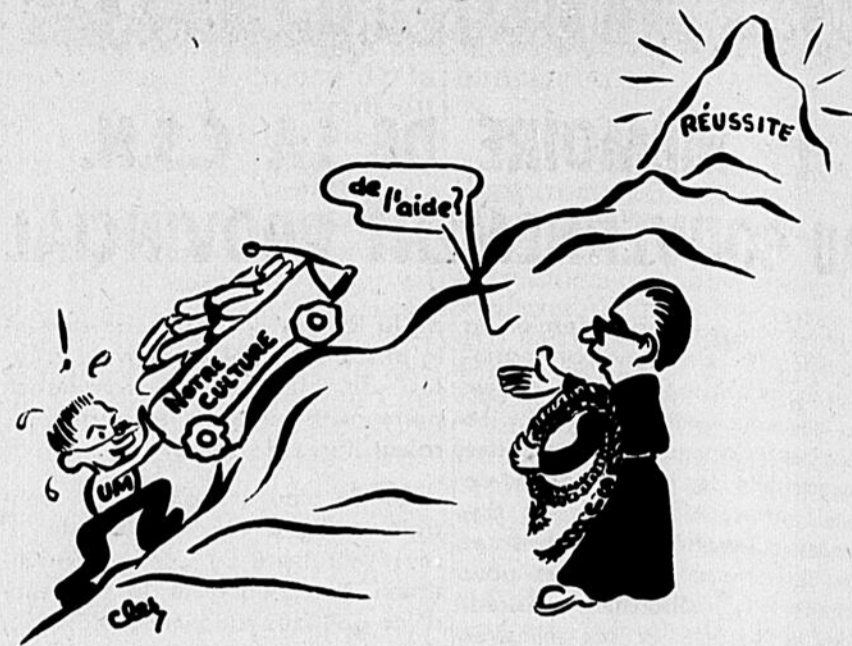
"L'existence d'un secteur public de l'enseignement supérieur serait de plus un signe de maturité pour notre complexe québécois. Aucun droit divin ne confère aux "clercs" la main-mise prépondérante sur les structures de l'enseignement supérieur. Aussi l'évolution normale d'une communauté humaine amène-t-elle l'État à prendre en charge les secteurs vitaux du bien commun, en l'occurrence celui de l'enseigne-

ment supérieur, et à les confier normalement à des laïcs. Pourquoi l'État serait-il frappé d'ostracisme lorsqu'il s'agit des sanctuaires où se forment ses élites? Aussi, sans vouloir faire le procès du rôle passé de l'Église dans le domaine de l'éducation comme le font avec amertume et "adolescentisme" certains intellectuels, nous souhaitons que l'État joue son rôle propre en ce domaine, ouvre à la population des collèges ou universités aussi bien que ses écoles primaires et secondaires."

Cette reconnaissance par un clerc du rôle primordial que l'État doit jouer dans le domaine de l'éducation vaut la peine d'être retenue. Si le clergé de notre province, évêques en tête, adoptait cette position, le Québec ferait un pas immense non dans le futur, parce que l'avant-garde n'est pas monnaie courante ici, mais du passé au présent. Je constate cependant chez le Père Lafond une restriction, et une restriction très importante. Poursuivant son énoncé, le supérieur de Ste-Croix déclare:

"Qu'il faille maintenir à côté du secteur public le secteur privé: nous le défendons avec acharnement. Dirigées par des clercs ou des laïcs, les institutions privées d'enseignement supérieur sont les bastions et les témoins de certaines valeurs, de certains types de culture. Plus que toute autre, ces institutions sont sensibles à l'indépendance et à l'autonomie de la culture, présentent un champ choisi d'expériences pédagogiques et, il faut bien le dire, maintiennent vivantes les valeurs de la culture et de la civilisations chrétiennes. Pourquoi ne pas ajouter qu'une saine intelligence de la démocratie nous invite à laisser aux parents la possibilité de choisir entre deux types d'institutions, au gré de leurs goûts légitimes et de leurs croyances? Premiers responsables de leurs enfants, ils ont le droit sacré de les confier à l'institution d'État ou à l'institution privée. (...) Cette dualité servira le bien commun. Elle serait un vain mot si elle ne s'accompagnait pas d'une parité dans le traitement du gouvernement à l'endroit des deux secteurs."

Personnellement je n'ai pas d'objection à ce que les deux secteurs cohabitent. Notre peuple jouerait gagnant en les acceptant. Le Père Lafond souhaite que la future loi sur la gratuité scolaire reconnaisse cet état de fait et que le gouvernement n'établisse pas de discrimination entre les étudiants qui choisiraient les institutions privées de préférence aux institutions publiques. À ceci cependant, je pose plusieurs conditions: 1° élimination du cadre



professoral des clercs n'ayant acquis aucune spécialisation pédagogique ou universitaire. Ils sont encore nombreux. 2° reconnaissance officielle des laïcs qui prodiguent leur enseignements dans les collèges à direction cléricale et participation de ces laïcs à la direction de la maison et à l'établissement des programmes académiques. Actuellement ces professeurs sont tolérés et ne font que REMPLACER les clercs dont le nombre depuis quelques années a diminué par rapport à l'accroissement de la population étudiante. 3° contrôle des dépenses et revenus des collèges par des personnes autres que le supérieur et l'économe. 4° création d'un organisme quelconque groupant des universitaires, des pédagogues et des représentants du Ministère qui verrait à l'uniformisation des manuels ainsi qu'à l'approbation des programmes académiques, organisme qui serait indépendant du gouvernement. 5° constitution d'un tribunal qui entendrait les griefs des deux parties dans le cas de l'expulsion d'un élève ou du congédiement d'un professeur; dans ces deux cas, c'est actuellement l'arbitraire qui règne, pour ne pas dire le bon plaisir du supérieur, c'est l'impossibilité pour le "coupable" de tenter de se disculper.

À ces conditions, l'extension de la gratuité scolaire aux institutions privées au même titre que

les futures institutions publiques, serait acceptable. Est-ce à dire que les institutions privées perdraient une part de leur indépendance? D'une certaine façon, oui. Mais il me semble que ces "plumes perdues" feraient disparaître, en même temps qu'elles, l'arbitraire et la ligne souvent univoque de notre perspective humaine.

Serge Grenier

P.S.—Quand je parle d'arbitraire et de perspective humaine univoque dans nos collèges classiques, je ne vise aucune maison en particulier. C'est une situation générale quoique non absolue. Je ne voudrais pas que l'on érige en parallèles ces constatations et mes expériences personnelles. Avis à ceux qui en auraient la tentation quand ils verront que je signe.

LA PEINE DE MORT

Mardi le 6 décembre, ce soir, les Montréalais auront la possibilité d'entendre le point de vue d'un moraliste de grande classe, Monsieur le Chanoine Philippe Delhaye, éminent professeur aux Facultés catholiques de Lyon et de Lille et professeur invité de l'Institut Supérieur de Sciences Religieuses de l'Université de Montréal.

Cette conférence aura lieu à 8.15 hres, en la salle H'404 de l'Université; elle est offerte par l'Institut Supérieur de Sciences Religieuses, en collaboration avec l'Extension de l'Enseignement.

«LE QUARTIER LATIN»

EN

1944

était dirigé par CHARLES-A. LUSIER et PIERRE D'AVIGNON qui se fit remplacer par GEORGES-HENRI BLOUIN. Leurs collaborateurs: CAMILLE LAURIN, PIERRE TROTTIER, GUY BEAUGRAND-CHAMPAGNE, JEAN-PAUL STE-MARIE, JEAN ISSALYS, ROGER ROLLAND, ELOI DE GRANDMOND, JACQUES HÉBERT, YVES PRÉVOST, JEAN-LOUIS ROUX, CLAUDE GAUVREAU, PIERRE GODIN, GUY GENEST, GÉRARD PELLETIER, RÉGINALD BOISVERT, PAUL ROUSSEL, PAUL GÉRIN-LAJOIE, JEAN-BAPTISTE BOULANGER, PIERRE-CARL DUBUC, RAYMOND G. DÉCARY, DE GUISE VAILLANCOURT, PIERRE BAILLARGEON, FERNAND SEGUIN, JACQUES DUBUC, FRANÇOISE MAILLET, JACQUES LAVIGNE, JEAN GÉLINAS, PAUL H. MOISAN.

En 1960, comme en 1944,

"Le Quartier Latin" est imprimé par

LA PATRIE

UNE GRANDE CHANCE POUR VOUS CARABINS

sur l'achat d'une

ENVOY 1961

\$1,700.00

ou

CHEVROLET 1961

\$2,285.00

plus accessoires désirés

Un des vôtres

ANDRÉ PAIEMENT

J. P. CHARBONNEAU AUTOS LTÉE

3930 est, rue Ste-Catherine

LA. 6-4471

RA. 5-4037

CARNAVAL DE CHARITÉ

Le Carnaval de Charité est une prise de conscience collective d'une communauté étudiante devant l'urgence de la pauvreté dont souffrent des centaines de familles. Cette prise de conscience se manifeste par une action réelle et désintéressée devant un problème qui, s'il a toujours existé, n'en demeure pas moins actuel et des plus contradictoires dans une civilisation où règne le bien-être.

Depuis quelque temps, le Carnaval de Charité reçoit un courrier volumineux provenant de familles qui demandent une aide matérielle à l'occasion de Noël. Les étudiants seront heureux à l'époque des "Fêtes". Pourquoi ne partageraient-ils pas cette joie avec les miséreux? Il suffit souvent de peu pour apporter un peu de lumière dans les foyers déshérités. C'est dans cette première perspective que les étudiants entreprennent leur second Carnaval de Charité.

CARNAVAL DE CHARITÉ ET CHOMAGE

Actuellement, à Montréal et dans tout le Canada, les perspectives de chômage sont des plus alarmantes et cet état de fait vient rendre plus pressant et plus angoissant le problème de la pauvreté. En recueillant de la nourriture, des vêtements, des meubles et de l'argent, les étudiants désirent, le plus possible, soulager la misère existante, mais ils veulent aussi que la gent étudiante tente de remédier à une de ses causes, celle du chômage.

Certes, les étudiants n'ont pas les compétences techniques pour remédier à un tel problème. Ils peuvent tout de même, apporter une aide efficace d'une façon indirecte. Actuellement le problème du chômage se pose plus au niveau des volontés qu'au niveau technique.

En effet, si la solution dernière relève plutôt du domaine technique, certaines conditions sont requises pour sa mise en branle et pour l'efficacité de son application. Mais ces conditions ne se sont pas matérialisées parce que la population, en général, n'a pas encore senti l'urgence du problème.

Par le Carnaval de Charité, nous voulons éveiller la population étudiante devant l'urgence du problème du chômage. Il serait très souhaitable que, dans cette même tentative, le public soit lui aussi éveillé. On a parlé, discuté sur le problème. Certains organismes ont suggéré des solutions. Le gouvernement a entrepris des programmes de travaux publics et c'est déjà un pas de fait. Mais toutes ces tentatives se sont montrées, à date, bien insuffisantes.

Ce qu'il faut, c'est une conscience publique éveillée, désintéressée et qui se fasse de plus en plus pressante. Les organismes officiels d'information et d'éducation se sont déjà mis à la tâche, mais il est nécessaire d'intensifier le travail déjà entrepris dans ce domaine.

Le chômage est venu aggraver le spectre de la pauvreté et c'est dans cette perspective que nous demandons le soutien de la population pour soulager la misère existante et pour exercer les pressions qui permettront de résoudre le problème du chômage.

P.S. — Les personnes désirant soutenir la Campagne du Carnaval de Charité par de la nourriture, des vêtements et des meubles sont priées de téléphoner à RA. 7-8870.

Bureau de presse

Monsieur Tout le monde dans la mêlée

Introduction à l'ismologie

Il est avant tout nécessaire, en partant, de savoir qu'est-ce qu'un "...isme". L'homme, avec ses merveilleuses capacités d'interpréter la réalité, a réussi, en particulier, à la morceler, à la simplifier au maximum, à la systématiser, et quand il est arrivé à un beau petit concept pleinement dévitalisé et dénaturé, il lui flanque un "...isme" au bout, et le mot savant qu'il obtient devient le critère numéro un pour condamner et assommer tous ceux qui ne sont pas pleinement d'accord.

Cependant, paradoxalement, une donnée aussi idéale n'échappe pas à certaines lois de la physique. Par exemple, tout "...isme" a la propriété de donner naissance à un "...isme" égal et de sens contraire. Il s'ensuit que pour les partisans de "...isme" prime, la plus grande injure à faire à quelqu'un, c'est de l'accuser de "...isme" seconde.

Le petit jeu qui en découle, on appelle ça de la polémique. Monsieur Tout le monde, qui est friand de compétitions sportives, s'amuse pendant un certain temps à ce genre de spectacle. Mais son intérêt n'est pas sans limite. Et parfois, il ne détesterait pas que le combat se termine par un beau match nul, suivi d'une retentissante poignée de mains; et qu'on s'essaie ensuite à recoller ensemble les morceaux de réalité qu'on avait isolés et mythifiés.

Un cas particulier...

Il est, chez-nous, depuis quelques mois, deux accusations en "...isme" qui obtiennent un succès digne de tenter les fabricants de palmarès de CKVL. On ne les trouve généralement pas dans les mêmes bouches, cela va de soi. Il s'agit de laïcisme et d'autoritarisme. Je me sens, personnellement du côté de monsieur Tout le monde, qui a des sympathies aux deux coins de l'arène, qui essaie de voir la réalité comme un tout, avec des grandeurs et des faiblesses à tous les niveaux. Habituellement, monsieur Tout le monde se tait, conformément à ce qu'on lui a appris depuis l'âge de 3 ans (pour ne pas déranger papa qui lit ses nouvelles sportives). Je voudrais aujourd'hui le laisser parler, non pas pour lui faire tirer des conclusions, mais simplement pour qu'on sache que son opinion existe, peut-être aussi pour que lui-même sente qu'il peut parfois l'exprimer.

Un peu de zoologie descriptive

Il serait prodigieusement naïf de nier qu'il existe, en terre dite laurentienne, quelques échantillons authentiques de laïcisme tel que défini dans les enseignements pontificaux. J'irai même jusqu'à concéder que la race est en expansion. Des quelques observations que j'ai pu faire sur l'espèce, ma première surprise fut de constater qu'ils n'étaient pas carnivores... ils étaient même plutôt chiens battus!

Là où l'observation devient intéressante, c'est que l'espèce, d'après les échantillons que j'en ai connus, doit les mutations qui lui ont donné le jour à une condition très intéressante à étudier. Pour parler sérieusement, je m'abstiens formellement de toute généralisation et de toute interprétation causale hâtive, mais je note ceci: "Tous les mécontents systématiques que j'ai connus ont été victimes un jour de sanctions scolaires qui leur sont apparues injustes et abusives".

Essayons d'expliquer un peu ce qui a pu se passer alors. Il me semble qu'il existe une telle chose que le mystère de l'Église, et qui réside en partie dans une force surnaturelle incarnée dans de la réelle faiblesse humaine. Or tout se passe comme si on cachait soigneusement au jeune la deuxième partie du mystère. Je m'excuse de la trivialité de l'exemple, mais c'est un fait que beaucoup de jeunes ont été déçus le jour où ils ont découvert que les prêtres et les religieux allaient aux toilettes. Les mystères de la religion sous leur forme authentique sont peut-être durs à expliquer, et peu de nature à régler automatiquement tous les problèmes; il est tellement plus commode, à court terme, de leur substituer une mythologie facile et pacifiante.

Un des aspects de cette mythologie, c'est d'avoir laissé croire aux jeunes que, si on devait respect à l'autorité, c'est que jouissant de l'investiture divine, elle en avait également l'infaillibilité. Je suis sûr que ce postulat, nous y avons tous cru sincèrement à un moment ou l'autre de notre jeunesse. Imaginons alors le problème qui se pose à la conscience du jeune, placé brutalement devant une décision qu'il trouve absolument injustifiable, venant de cette même autorité infaillible... ce n'est pas une valeur qui est alors mise en question dans son esprit, c'est tout un système de valeurs d'où les nuances étaient désespérément absentes. Il est possible que parmi ces valeurs ébranlées, on trouve la question de l'existence de Dieu et de la signification ou de l'absurdité de la vie.

Un jour, l'occasion me fut donnée d'aller faire un cours de... catéchisme, à des élèves de septième année. Dans cette septième année, on avait ramassé tous les doubleux, tous ceux qui ne donnaient pas de consolations à mademoiselle, ceux dont l'école avait honte. Pour ne pas gaspiller les talents professoraux capables d'attirer à l'école les éloges de monsieur l'inspecteur lors des corrections annuelles, on était allé dénicher je ne sais où un invraisemblable eunuque, et on avait consenti à le leur donner comme professeur régulier.

Au premier rang, il y avait un petit gars qui m'a posé quelques questions de ce calibre-ci: "Qu'est-ce que ça donne de vivre?" "Qu'est-ce qui nous dit qu'on est dans la bonne reli-

gion?" Si à 20 ans, le même gars pose les mêmes questions dans un recueil de poèmes tiré à 200 exemplaires et imprimé à ses frais, on y verra une malheureuse conséquence de quelques mauvaises lectures. Vous et moi, cependant, nous saurons que la question n'est pas aussi simple. On n'a sûrement pas lu Sartre à 13 ans!

Veut-on maintenant un exemple en sens contraire? Je m'excuse de parler de moi-même, c'est simplement parce que ça représente pour moi un cas connu. J'ai découvert la faiblesse humaine des hommes de Dieu au tout début de mon Cours Classique. Je me suis mis alors à développer du mauvais esprit, et à me fourrer régulièrement dans des "cas exclusifs". Je représentais le parfait exemplaire de la pomme pourrie qu'il faut jeter si on ne veut pas compromettre le panier. Mais l'autorité ne m'a pas jeté. Contre toute "prudence", on m'a donné chances sur chances, on a essayé de me comprendre, et j'ai eu un jour l'impression qu'on avait réussi; on m'a risqué des responsabilités.

Aujourd'hui, sans présomption, je me pense en voie de récupération. Je vois les faiblesses de l'Église et n'en suis aucunement

scandalisé; cela n'affecte pas mon respect pour elle, car les motifs de ce respect sont d'un tout autre ordre. Quand je me pose des questions mettant en jeu les Vérités qu'on m'a enseignées (c'est-à-dire 3 ou 4 fois par semaine, comme les autres), je suis porté naturellement à faire confiance à la vie, et à accepter la solution positive en attendant plus de lumière.

Un film qui finit mal

Vous avez tous vu de ces films comme les *400 Coups* ou les *Nuits de Cabiria*, qui semblent faire exprès pour ne pas avoir de conclusion. Le public dit alors que "ça finit mal".

Souffrez que je termine de la même façon, sans conclusions. Monsieur Tout le monde n'est pas obligé de régler tous les problèmes, c'est au-dessus de ses capacités d'ailleurs...! Quand il ouvre la bouche, c'est seulement pour rappeler certaines expériences qu'il connaît, dans lesquelles il ne voit rien de fulgurant. Il les met simplement sur le marché, comme ça, convaincu qu'il n'a rien à y perdre. Et ça lui permet, le pauvre, de croire un tout petit peu à la démocratie.

André Thibault



**FAIT
RESSORTIR
TOUTES LES
QUALITÉS
DE LA
BIÈRE...**

**GRÂCE À SON
MULTI-MÉLANGE
PARFAIT**



Nous certifions que la bière DOW est "CLIMATISÉE" selon un procédé exclusif durant toutes les étapes de sa fabrication. Ce procédé est soumis à une vérification constante assurant ainsi à la bière DOW une qualité uniforme.

R. H. Walla, Ph. D.
Dr R. H. Walla
Directeur du contrôle de la qualité

SEULE DOW EST CLIMATISÉE

la peinture à... l'Œil



Une des photographies de George Fenyon, exposées actuellement à la mezzanine de l'hôtel Windsor. "Un homme et cinquante femmes", exposition ouverte jusqu'au 15 décembre.

1 HOMME ET 50 FEMMES

"On a rarement l'occasion de scruter plus profondément la nature intime du hasard qu'en contemplant une suite de photographies où s'exprime avec force un seul et même photographe".
Elizabeth Brock-Sulzer

La photographie est-elle une forme d'expression artistique? Cette semaine, un photographe-cinéaste: George Fenyon se propose de répondre à cette question, par l'exposition de photographies: "Un homme et cinquante femmes" en montre actuellement à la mezzanine de l'hôtel Windsor.

Cette exposition est un hommage à la Femme. Des femmes de plusieurs pays, tant d'Europe que d'Amérique, y défilent. Et pourtant elles n'ont toutes qu'une seule nationalité qui leur est propre, c'est d'être femme. Car Fenyon n'est pas un adepte de la photographie picturale (ou pittoresque), pas plus d'ailleurs qu'un photographe purément "documentaire". Ses photos sont la résultante de "choses" spirituelles, intimes. Ces "choses" il faut les saisir dans la pleine maturité de leur être authentique ce qui implique pour le photographe la

nécessité d'être d'abord leur interprète, de savoir déterminer leur point de maturité, de ne pas demeurer un copiste passif de la réalité.

Une caméra entre les mains de ce photographe est un objet tordu, façonné, moulé à l'usage qu'il lui implique. Elle est l'instrument de l'alchimiste. Car Fenyon est un sorcier il provoque l'accident. Et comme les grands sorciers modernes de l'âge nucléaire, il provoque scientifiquement l'accident. Il ne faudrait pas croire que ses images sont truquées, non, c'est dans la recherche pure que Fenyon se retrouve et construit ses images de l'inconnu, ses images d'un monde du rêve, d'un rêve perpétuel auquel il est toujours à la recherche. Nous sommes en présence d'un photographe qui possède son écriture d'image personnelle, inalinéable. Et cela, non point tant grâce à sa technique et à son choix du sujet, qu'à la sensation intuitive de l'image de son sujet et de l'interprétation par la technique nous en donne. Nous sommes loin de la formule qui consiste à nous faire voir tous les

petits points noirs au bout du nez de tous les grands personnages de ce monde à l'aide d'une lentille ultra puissante comme nous le fait voir un Youssouf Karsh. (Heureusement il a fait exception pour le nez de Sa Majesté Elizabeth II.) L'exposition de Fenyon est un témoignage vivant d'un certain art de voir et de vivre.

Quelle différence y a-t-il entre le photographe qui épie la vie, à la recherche de l'instant véridique où il eh fixera la synthèse dans une image, et le geste du peintre qui implique à la matière un rythme de vie? L'instant, la forme et le mouvement, ce sont le dialogue entre l'apparence et la profondeur; dialogue qui est la loi de l'oeuvre d'art. Pour le photographe d'art, le dé clic n'est que le geste de conquête d'une image, unique entre des milliers, qui se grave sur la pellicule comme cette autre image gravée dans la nature par le temps.

Ce que voulait Fenyon, ce n'était pas de retenir captifs sur sa pellicule, les instants fugitifs. Mais bien plutôt de nous révéler la pureté de ce qui ne périt pas. Certes c'est un romantique et je ne le dis pas au sens péjoratif car c'est sur un monde lyrique que s'ouvre le rideau de sa caméra, et nous y avons accès parce que Fenyon est un homme qui reste ouvert à toutes sources d'émotions. Ses images en noir et blanc nous font pénétrer au sein de cette chose impalpable des êtres humains. Elles nous enfoncent les deux pieds dans la réalité de cinquante vies différentes. L'accès à la vie vous reste toujours ouvert et l'objectif est braqué sur la Femme. Allez-y voir.

Gilbert Marion

M. JEAN-LOUIS ROUX AUX DÉBATS-MIDI

M. Jean-Louis Roux, directeur du Théâtre du Nouveau Monde, était le conférencier invité au Débats-Midi, mercredi dernier au Grand Salon du Centre Social.

Quand on pratique de véritables boucheries sur des films tels qu'Hiroshima mon Amour, quand on boude l'Opéra de Pékin, quand on s'indigne de la pseudo-immoralité des Ballets Africains (quand ça bouge c'est obscène), il n'y a pas lieu de se surprendre quand un homme de théâtre de marque vient nous dire que le théâtre ne jouit pas d'une santé florissante au Canada français.

Après avoir fait remarquer toutefois que la situation dans lequel se trouve le théâtre au Québec s'avère nettement meilleure qu'il y a vingt-cinq ans, le conférencier a mis l'accent sur l'état précaire dans lequel il se trouve encore et dans lequel il doit se débattre pour survivre.

Dans un centre urbain comme Montréal, a souligné M. Roux, il est impossible à quatre compagnies de théâtre de connaître la prospérité. Chaque fin de saison met les directeurs en face de déficits budgétaires énormes que les octrois du Conseil des Arts et les dons de différents organismes sont impuissants à combler. Le théâtre est non viable parce que les spectateurs sont en nombre insuffisant.

"Si les salles étaient combles, affirme M. Roux, nous n'aurions pas besoin de l'aide du Conseil des Arts."

Si le théâtre chez-nous en est encore à l'âge des vaches maigres, les causes se situent au niveau des troupes peut-être, mais surtout au niveau du public. Au niveau des troupes vu la carence de véritables auteurs dramatiques: il n'y a pas, ou très peu, au Canada français d'auteurs dont les oeuvres puissent passer la rampe et répondre adéquatement aux besoins de l'heure.

Mais le mal véritable, le plus grave, se trouve dans le public.

Les gens ont perdu le vrai sens du théâtre qui est de divertir, de récréer pour le considérer comme un simple amusement, comme une rigolade. Pour satisfaire ce public trop peu exigeant ou incompréhensif, le théâtre se voit forcé de s'étioler dans la facilité.

Nous pouvons bouder ou regarder d'un oeil suspect ce qui se passe en dehors de notre patelin, mais sur ce point nous aurions beaucoup à apprendre des pays d'Europe et même, ne criions pas au scandale, des pays qui se trouvent derrière le rideau de fer. Essouffés par le rythme trop rapide de notre vie, nous avons tendance à perdre le sens des l'humain. Nous tombons dans la facilité et la médiocrité. Le théâtre ne peut vivre dans la demi-mesure.

Le problème de l'incompréhension et de la passivité du public vis-à-vis le théâtre a des racines plus profondes encore. Le public de théâtre souffre d'un manque d'éducation. Mais du complexe canadien-français, on a déjà trop parlé. Le fait est là, le problème est sérieux, c'est certain, mais le temps est à l'action.

En terminant, M. Roux a souligné que les différentes compagnies de théâtre qui existent actuellement à Montréal attendent beaucoup de la classe étudiante. En se basant sur des statistiques, le conférencier a démontré que la classe étudiante, si elle ne s'en désintéresse pas totalement, n'apporte pas un encouragement trop efficace à la cause théâtrale.

À nous ici encore de prendre nos responsabilités et n'oublions pas que "le théâtre n'est pas seulement l'expression d'un peuple, d'une nation, mais l'attestation la plus vraie et la plus vivante d'une civilisation". (1)

Célyne Garneau

(1) L. Jovet, Témoignage sur le théâtre, p. 242.

500 ÉTIQUETTES PERSONNELLES

\$1.00 Port Payé.



Votre nom et adresse imprimés sur papier gommé de première qualité. LIVRÉS DANS UNE BOÎTE DE PLASTIQUE COLORÉ DE FORMAT COMMUNE.

Employez-les sur les livres, chèques, papeteries, etc. Un cadeau idéal et pratique. Satisfaction garantie ou argent remis. Envoyez \$1.00 en argent ou un mandat de poste avec votre nom et votre adresse à: KIRK IDENT LABELS C.P. 187 — Station Youville, Mill 11

CINE-CAMPUS

à l'affiche:

SAMEDI PROCHAIN

8.30 h.

"THE TROUBLE WITH HARRY"

de HITCHCOCK

Auditorium-U.deM

ENTRÉE GRATUITE

CONCERT GRATUIT

(en collaboration avec l'AGEUM)

THE MONTREAL ORCHESTRAL SOCIETY

jouera des oeuvres de

J. S. BACH, HAENDEL, VOLKMANN et J. IRELAND

le 11 décembre à 4 h. 30 p.m.

au grand Salon du Centre Social.

Amour

*L'amour est enfant de poème
se dit le poète de la plume au vent
qui ignore que pour les parents
l'amour c'est l'enfant
et que Dieu est notre Père
parce que nous sommes Ses enfants*

*L'amour est un don de soi
et s'aimer soi-même
n'est qu'un don à soi
D'ailleurs charité bien ordonnée
commence par soi-même
mais ne s'arrête pas là
heureusement*

*Elle doit s'étendre à autrui
et c'est ainsi je crois
que Dieu est premier servi
N'est-ce pas votre avis?*

*Aimons-nous les uns les autres
soyons justes et charitables
Aimons nos voisins
aimons notre pays
aimons nos frères en Jésus-Christ*

*Aimons la vérité
la Vie
la sainte Église
et participons avec gaieté
AU CARNAVAL DE CHARITÉ
ici même à l'Université*

A.L.

VIENT DE PARAÎTRE

"HEURE DU CANADA"

Les éditions Leméac, de Montréal, mettent en circulation un livre qui se veut une présentation du Canada à l'étranger (le Français et l'Américain). Au départ, donc, l'auteur, Léon Boussard, tente de détruire le mythe "Canada - paradis - pour - tout - le - monde" et, d'autre part, d'instruire ceux qui s'attendaient à trouver ici des coureurs des bois et des huttes de colon.

La mise au point se situe, au début, sur un niveau politique. On explique la continuité des Canadiens-Français par l'action de certains de nos hommes publics, Papineau et Mackenzie, Baldwin et Lafontaine. Et Diefenbaker notre actuel premier "citizen". Sauf la dernière assertion, cette partie du texte est fort pertinente, ça nous change de la "revanche des berceaux" et de la révolte de St-Eustache. "À souffler trop sur les cendres du passé, y dit-on, on s'acharne inutilement à ranimer des braises mourantes."

L'auteur prévoit, parlant de la géographie canadienne, un problème prochain: les stations flottantes des Russes pourraient remettre en question nos frontières du Nord.

Sur le plan social, l'auteur nous trouve quelque peu retardataires, "un tantinet colonialistes", dans ce fait que nous ne traitons pas adéquatement les Indiens de l'Ouest; la comparaison qu'il établit avec la manière dont les Danois aident les indigènes du Groënland à dépasser l'âge de pierre porte juste, puisque nos Indiens sont l'équivalent d'un peuple sous-développé.

Revenant à la vie politique pour s'attacher à l'actualité, le texte nous

laisse clairement entendre que les sympathies de l'auteur vont au Nouveau Parti, dont la fondation pourrait avoir de grandes conséquences. Il faut se féliciter, nous fait-on remarquer, et principalement au Québec, chameilleur, que les institutions parlementaires aient conservé leur rigidité.

Défrichant un peu la situation économique, M. Léon Boussard voit dans la construction de la voie maritime du St-Laurent l'illustration de ce que devra être l'attitude du Canada: dynamisme et autonomie.

À juste titre, l'auteur affirme plus loin que le Canada doit s'affirmer aussi par sa vie artistique. Car tous les artistes, pour international que soit leur réputation, restent citoyens d'un pays déterminé: Picasso est et demeurera Espagnol aux yeux du monde. Il faut compter, ici, avec Borduas, Pellan, Félix Leclerc, Pierrette Alarie, le Théâtre du Nouveau-Monde et les Grands Ballets Canadiens, pour ne nommer que ceux-là.

La section illustrée du volume ne vaut pas le centième du texte. Les photos viennent de sociétés d'affaires et de centres gouvernementaux. De là l'accent sur la technique: des moulins à scie avec les piles atomiques, les "souffleuses" avec des calculateurs électroniques, des tables d'opération médicale avec un réservoir de butane-butylène sous pression, etc. Il y a bien des joueurs de hockey, quelques bobines d'Esquimaux et Diefenbaker en smoking. Mais l'impression demeure que l'on a oublié quelque chose en choisissant les illustrations: Nous.

Stéphane Venne

AUX ÉTUDIANTS

Chers amis,
Les élèves de l'école d'Architecture de Montréal présenteront en février prochain une semaine de l'Architecture comprenant une exposition au Centre Social, ainsi que des conférences, des films, et d'autres activités.

Le but principal de cette semaine, pour cette année, est de situer la profession d'architecte parmi les autres professions et de montrer comment elle est une synthèse de plusieurs disciplines.

Nous vous demandons de nous donner vos idées sur

ce thème et sur l'architecture en général en répondant aux questions suivantes:

1—Quels rapports voyez-vous entre votre future profession et la profession d'architecte ?

2—Que pensez-vous de l'architecture actuelle du Canada Français ? Dans quelle mesure est-elle le reflet de notre culture ?

Faculté

Signature

S.v.p. remettre sans délai la réponse à ce questionnaire au Q.L. ou la faire parvenir à 3450 rue St-Urbain, Montréal.

LA DICTATURE AU NICARAGUA

Le Nicaragua n'a peut-être pas éveillé votre intérêt avant qu'on l'ait mentionné dans les manchettes à cause des derniers troubles. C'est pourtant un pays d'un exotisme fascinant: soleil impitoyable, terre exubérante, peuple à la fois apathique et violent. Mais ce qui impressionne le plus c'est cette atmosphère tragique qui y règne. Ces gardes armés que nous frôlons à tous les pas, ces silences pleins de sous-entendus lorsque nous nous promenons en public, ces propos dont nous entretenons des jeunes de notre âge. . . A l'heure où ici nous préparons sans souci notre avenir, ils ont déjà pris à coeur le sort de leur pays. Bref, ce fatalisme d'un peuple qui n'a jamais connu meilleur destin.

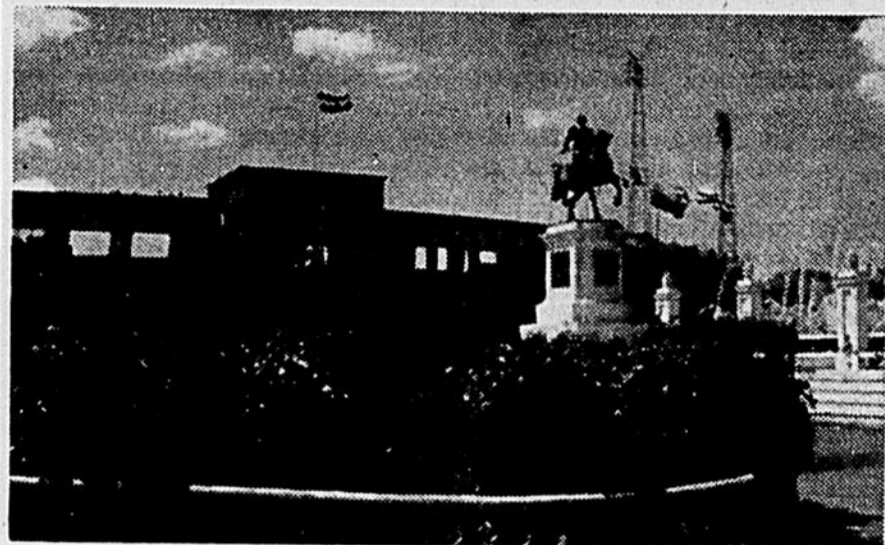
Le Militarisme

Personne n'a oublié l'entente Stimson-Moncada après laquelle Moncada rendit les armes avec la promesse d'élections libres surveillées par les Américains. Personne n'a oublié que la garde nationale du Nicaragua a été entraînée par les marins américains eux-mêmes pour combattre Sandino, le héros révolutionnaire. Personne n'a oublié non plus le lâche assassinat de Sandino en 1934. . . L'âme du crime, Coolidge. Les instruments, Sacasa et Somoza. "Un million et demi de population et un analphabétisme de 60%" me disait le docteur Fiallos Gil, recteur de l'université de Léon. Là-dessus, 5,000 gardes, qui jouissent de privilèges spéciaux. En effet, le militarisme consiste à bien traiter l'armée pour l'avoir bien docile.

Les étudiants

Quand j'étais de passage au Nicaragua, j'ai vu s'y dérouler les plus poignants événements: le défilé d'un peuple qui sans armes protestait en silence et en vêtement de deuil contre la tyrannie inlassable de son dictateur. Peu de jours avant, deux étudiants avaient désespérément essayé de s'échapper de la prison où ils étaient maintenus illégalement, sans procès. Un coup d'oeil sur ces lieux sinistres suffit pour nous faire comprendre la témérité d'un tel projet. A un moment donné, une sentinelle les avait surpris et avait immédiatement fait feu. Le jeune Ajax Delgado avait été tué sur le coup, tandis que son compagnon souffrait de blessures graves. Je ne saurais dire s'il en mourut aussi puisque de telles nouvelles arrivent rarement à nos oreilles.

C'était le comble de la barbarie. Les citadins ne parvenaient pas à s'expliquer qu'il fallait pousser si loin pour empêcher de fuir deux enfants désarmés quand, disaient-ils, il y avait un grand nombre de gardes dans la prison et que l'alarme ne fut même pas donnée. En interrogeant des étudiants, ils m'apprenaient que l'une des victimes avait 17 ans, que les deux élèves étaient de familles honnêtes et jouissaient de l'estime de leurs confrères. Ils ajoutaient: "Peut-on supposer qu'il s'agit là de criminels de profession? Dans la plupart des pays, les codes criminels tendent à protéger les jeunes de moins de 18 ans, on bâtit même des écoles de réforme. . . Mais, quand il n'y a qu'une seule personne qui fait la loi, on ne peut rien attendre de mieux." Dans un journal de Managua, la capitale, on affirmait qu'on a essayé d'empêcher la mère du survivant de voir son fils blessé et quasi-mourant.



Elle eut à demander toutes sortes d'autorisations et ne put lui parler sans la présence des autorités policières, c'est-à-dire de ces gens qu'ils appellent là-bas "les oreilles" parce qu'ils espionnent un peu partout les citoyens.

La justice

Pour plusieurs, la porte de la prison c'est un pont des soupirs. On y laisse en entrant son espoir d'en sortir. On ne compte plus les massacres d'étudiants. Quant à la torture, elle se pratique sans scrupule. Je ne voudrais nommer ici que Pedro Joaquim Chamorro Cardenal, qui a lui-même été torturé et qui a écrit en exil ce livre "Extirpe Sangriente" où il raconte comment ces tourments sont infligés. On s'explique bien des choses lorsque on a parlé avec les étudiants et les journalistes qui tentent de maintenir un journal d'opposition. En l'honneur des martyrs étudiants de juillet 1959, un jeune nicaraguayen publiait récemment un livre qui a pour titre "Masacre estudiantil". Nous en citons quelques extraits:

"La cause principale des irrégularités de l'administration de la justice est que les tribunaux au Nicaragua sont choisis par l'exécutif." (Page 34) ". . . il est lamentable d'entendre un délinquant . . . qui en arrivant devant le tribunal veut se protéger en disant: "Je suis libéral, j'ai voté pour Louis Somoza. . ." "C'est l'ignorance même d'un peuple qui navigue par les eaux sales des vices politiques."

"Des cas? Une chaîne interminable. . . Entre autres, celui de cette dame qui accompagnée d'un groupe de partisans du Front populaire somociste, détruisit partiellement les studios d'une des meilleurs stations

de radiodiffusion nationale: Radio Mundial. On laissa le propriétaire presque mort, on blessa et frappa d'autres membres de la radio. Le cas fut porté devant les tribunaux et comme on s'y attendait, tout se passa sous le même ciel, le cercle vicieux fut le même. . . La victime, au cours du procès, fut convertie en accusé."

L'auteur cite aussi le cas d'un accusé qui avait transpercé sa victime de quatre balles. "Les preuves du crime étaient convaincantes: dans un régime où régnerait la justice, le meurtrier aurait difficilement été absout. . . Dans ce procès, l'affaire était déjà dans le sac, comme on dit dans le langage des tribunaux. . ."

"Le tribunal de conscience était formé par 7 personnes parmi lesquelles quatre opinèrent suivant la consigne prévue, absoudre. Pour plus de sécurité dans la détermination des jurés, un groupe de Gardes nationales, portant des mitrailleuses, étaient dans le local, chargées d'exercer des pressions avec leurs instruments de pouvoir et de force, contre le reste du tribunal non attaché au régime. . . Ce qui causa le plus de stupeur dans la salle, ce fut le jugement prononcé en faveur de l'accusé. . ."

Liberté de presse

Dans la revue "L'Étudiant", dernièrement un universitaire nicaraguayen parlait de la liberté de presse dans son pays. "Chaque fois que le bien commun l'exige, on restreint cette liberté", disait-il, ce qui confirmait les remarques que m'avaient faites certains journa-

suite à la page huit

VOUS AUREZ PROFIT À LIRE:

LE DEVOIR

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER

Tarif des abonnements:

6 mois — \$10.00

12 mois — \$20.00

LE DEVOIR, C.P. 6033, Montréal 3, Qué.

Vous trouverez ci-inclus \$ en paiement

d'un abonnement de mois au DEVOIR

à compter du

Nom

Adresse

«Le droit à l'erreur est un droit élémentaire»

Jean-Louis Roux

Mercredi midi nous avons eu le plaisir d'entendre M. Jean-Louis Roux nous parler de la crise du théâtre. Quand je dis "le plaisir" cela veut dire quelque chose, car ceux (dont je suis) qui ne connaissent de lui que ses qualités de très grand comédien, ont découvert un homme cultivé, un observateur lucide et un conférencier passionné (à certains moments presque un orateur).

De plus, ce qui est essentiel au Grand Salon, M. Jean-Louis Roux pouvait se payer le luxe de se passer des merveilles de l'électronique que sont nos amplificateurs.

Je suppose que tous ceux qui étaient vraiment intéressés à entendre parler de la crise du théâtre, étaient présents au Grand Salon mercredi midi. Je ne reviendrai donc pas là-dessus.

Avant de quitter le Centre Social, M. Roux a consenti à répondre à quelques questions. Voici son opinion sur les quelques problèmes que nous lui avons soumis.

En ce qui a trait à la place que doit occuper le corps étudiant dans une université et au rôle qu'il doit y jouer, M. Roux est convaincu que la situation actuelle doit changer, c'est-à-

dire, que le corps étudiant doit avoir des représentants à tous les niveaux: auprès de l'administration et de l'association des professeurs: il devrait même être représenté lors de l'établissement des programmes d'étude.

Au surplus, M. Roux a déclaré qu'à ses yeux le droit à l'erreur était un droit élémentaire et qu'il était effarant de voir certain pouvoir se servir si souvent de la mitraille. À ce sujet il s'est dit d'accord avec la politique actuelle du "Quartier Latin" et il a ajouté (sans savoir que celui qui devant lui rougissait humblement (!) et souriait de modestie (?) était notre directeur Jacques Guay) que l'AGEUM aurait dû accorder un vote de félicitations et non de blâme au directeur du "Quartier Latin". Puis revenant au théâtre nous lui avons demandé s'il estimait que le Canada possédait un théâtre d'inspiration universelle. Il nous répondit que la situation n'était pas brillante: bonnes pièces, mais d'inspiration bourgeoise et ne manifestant aucun souci de recherche formelle (exception faite du cas Languirand, l'auteur ici cherchant sa voie sans l'avoir trouvée, ceci dit sans ironie). Pour ce qui est des autres auteurs canadiens, ils

ne produisent actuellement que des pièces décadentes au point de vue formel s'entend. Quand à monsieur Gélinas enfin, tout ce que M. Roux a voulu nous dire c'est qu'il semble jouir d'un "droit à l'erreur excessif".

La formule des théâtres-clubs, nous a dit le conférencier, ne pourra réussir qu'avec l'appui d'un public exempt de snobisme, non restreint à un petit groupe et abordant les discussions avec un esprit positif.

Au sujet de la politique d'octroi du Conseil des Arts, Jean-Louis Roux est d'avis que l'on devra tôt ou tard renoncer à aider tout le monde inefficacement sous prétexte que tout le monde paye, pour se limiter à soutenir un petit groupe de qualité supérieure.

Notre entretien enfin s'est terminé sur une note, dans un certain sens, assez optimiste: nos compatriotes de langue anglaise sont, paraît-il, plus pauvres que nous dans le domaine du théâtre et pleins d'admiration pour nos "œuvres".

Ceci me paraît une bonne occasion de mettre au rancart un de nos complexes les plus humiliants.

Georges-Étienne Cartier, fils

DEUX CONCEPTIONS...

suite de la première page

plus, ajouta-t-il, des bulles apostoliques ont déjà consacré cet état de choses. Ensuite vinrent d'autres questions qu'il n'est pas utile de commenter ici.

La période d'expression d'opinions fut de beaucoup plus intéressante. Premièrement, il faut souligner l'intervention de Me Faribault, ancien secrétaire général de l'Université de Montréal. Il s'attaqua vigoureusement au projet des Jésuites dans son texte de loi. Le préambule au projet de loi, dit-il, laisse entendre qu'en vertu de "la constitution apostolique jamdudum du 2 février 1889" ces collèges (Sainte Marie et Bréboeuf) jouissent d'un statut spécial. Ce que Me Faribault conteste énergiquement, car seuls, dit-il, les Jésuites ont donné à la constitution jamdudum une telle interprétation. Les Universités de Montréal et de Laval ont toujours refusé de reconnaître aux collèges de Sainte Marie ou Bréboeuf un statut préférentiel, leur permettant de donner leurs propres diplômes.

Me Faribault continue en critiquant le texte même de la loi présentée par les Jésuites. Selon lui, ce texte, à cause de son manque de précision, équivaut à un "blanc seing". Aucun législateur, conclut-il, ne peut accorder des pouvoirs aussi peu définis et aussi vastes à une institution.

De telles manoeuvres ne nous paraissent pas tout à fait orthodoxes. On sent derrière ce projet de loi un "sapin". Les Jésuites affirment à tout venant que leurs intentions sont honnêtes, qu'ils n'ont pas l'intention d'entrer en compétition avec l'Université de Montréal; mais leur projet de loi leur laisse tellement de portes de sorties qu'on peut voir ses doutes. Ils nous demandent, en somme, de leur faire confiance. Il ne s'agit pas de contester leur bonne foi; mais il s'agit de faire

confiance en leur jugement. Il y a trop de discrétionnaire dans ce projet de loi, qui implique des fonds publics et les droits d'autres institutions.

Nous avons pu constater mardi soir dernier, en plus de la faiblesse des arguments en faveur de l'Université Sainte Marie, l'absence des Jésuites dans la discussion. Le secrétaire-général du Collège Sainte Marie, sur un ton de séminariste, a bien essayé de défendre la position de ses supérieurs (il se voyait peut-être secrétaire-général d'une université). Il nous demande de comparer notre réaction avec celles des Anglais à l'égard du projet de Loyola (les Anglais ne s'en occupent pas car ils ont déjà une bonne université). Ensuite il se perd dans des arguments philosophiques (se placer au niveau de l'humain, sur le plan démocratique, etc.) sans prendre le taureau par les cornes et répondre aux arguments avancés par les adversaires du projet. Nous pouvons reprocher aux Jésuites, qui se trouvaient dans la salle, de n'avoir pas relevé le défi, car nous aurions pu assister à un véritable débat et être réellement informés. Malheureusement, les hommes étaient là, mais ils n'ont pas parlé.

Enfin l'argument le plus savoureux fut fourni par Me Paul A. Crépault, professeur à la faculté de droit de l'Université McGill. Si, dit-il, les Jésuites ont fait du si bon ouvrage au niveau de l'enseignement secondaire, et si les Jésuites ont donné un tel coup de main à l'Université de Montréal, ne serait-il pas de beaucoup préférable de les inciter à continuer ce magnifique travail, au niveau secondaire et à l'Université de Montréal?

Robert Reeves

LA DICTATURE AU NICARAGUA

suite de la page sept

listes du Nicaragua. Or qui juge si le bien commun est en danger ou non? — Le Président. Suivant le vent qui souffle, censure de la presse.

Vous devinez facilement comment on qualifie ceux qui osent protester contre les abus: Communistes et anti-chrétiens. Ce sont les termes de "Novedades" journal de la famille régnante; v.g. numéros de la fin de l'été. Maintenant, on ajoutera "Pro-fidélites". C'est exactement comme si on accusait Jacques Guay de communisme ou nos professeurs qui ont signé une pétition à l'effet que soit tenue une commission d'enquête, de serviteurs à la solde de Moscou et de la Havane.

Jamais je n'insisterai assez sur le rôle que doit jouer l'étudiant dans ces pays. A Nicaragua, il est très bizarre qu'on ait eu soin de ne pas construire l'université dans la capitale. On a même éparpillé les facultés dans différentes villes. Le gouvernement loin des étudiants! Diviser pour régner!

Cuba, bouc émissaire

On ne nous a pas caché que pour l'aider à mater le mouvement national de ces jours derniers, Somoza a fait appel aux E.-U. Serons-nous surpris du ressentiment de plusieurs peuples opprimés de l'Amérique centrale, à l'annonce de cette nouvelle? "Je n'ai jamais vu les visages de mon peuple refléter tant de haine", m'écrivait hier un ami qui m'envoyait des nouvelles fraîches d'Amérique centrale.

On ne saurait douter que Cuba n'a pas été cause directe des mouvements de l'Amérique centrale. Les Cubains sont les premiers à savoir qu'une révolution naît au sein même du peuple, qu'elle y a ses racines profondes. La dernière révolte était la plus grande qu'a connue le Nicaragua depuis Sandino. Le seul moyen d'empêcher Cuba de mettre le feu à l'Amérique latine, c'est de

donner à manger à ceux qui ont faim, c'est de créer une ère de justice et de démocratie.

Cuba, c'est une étoile, parce que c'est la première réalisation concrète de ce nouvel espoir qu'on croyait mort. Il faut tuer Cuba du plus vite, c'est un symbole trop brillant. De sources bien informées, on peut assurer qu'on n'a pas fini de voir des éclats dans le Sud. On prend les Sudistes pour des virtuoses de la révolution. C'est qu'ici, on ne peut pas se faire idée de l'oppres-

sion dans laquelle vivent certains peuples. Parfois, le droit devient une subtilité inhumaine. On perd foi en lui là où au lieu de servir le bien commun, il permet d'exploiter le peuple plus facilement. Là-bas, il n'y a souvent pas d'espérance en dehors de la rébellion et souvent comme on l'a vu à Cuba, c'est par instinct de conversation que le peuple se lasse et se révolte en criant "PATRIA O MUERTE".

Louise des Trois-Maisons

FAITE POUR LA VIE QUE VOUS AIMEZ VIVRE

UNE BIÈRE "Plus Vive!"




LA BIÈRE MOLSON CANADIAN

L'exercice au grand air... la saveur plus vive de la bière Molson "Canadian" — voilà qui répond aux goûts des gens actifs dans le Québec d'aujourd'hui. Goûtez sans tarder la "Canadian" de Molson... maintenant en bouteilles brunes pour la protéger de la lumière.

LETTRE OUVERTE

CUBA, PATRIA MUERTA

Dans un article intitulé "Patria o Muerte", publié le 20 octobre, Louise des Trois-Maisons nous exposait ses vues sur Cuba. Elle m'a toutefois semblé fort partielle, c'est pourquoi j'aimerais présenter mes opinions.

Je ne veux cependant pas m'en prendre à la révolution cubaine comme telle, elle était tout aussi inévitable que désirable. Le gouvernement précédent avait, à son profit, abusé honteusement de la misère du peuple. Batista avait assujéti le peuple à une abjecte dictature qui niait tout concept de liberté ou de justice. S'opposant à cette pourriture, la Révolution avait un idéal premier très beau et très juste: libérer le peuple de sa servitude, instituer une véritable démocratie, relever le niveau de vie par des réformes économiques constructives, et enfin donner aux Cubains une légitime fierté nationale.

Mais Castro ne s'en est pas tenu là; et voilà ce qui ne va plus. Comme toutes les révolutions exaltées et hâtives, on est passé d'un extrême à l'autre. La révolution a dépassé son idéal, elle pêche maintenant par erreur et injustice.

Sitôt au pouvoir, Castro a vite fait de s'en prendre aux Etats-Unis. Vexé d'abord par quelques gaucheries diplomatiques, il l'était davantage par le contrôle que ce pays exerçait sur l'économie cubaine. A cause évidemment de l'insuffisance de capitaux locaux, l'industrie cubaine avait, pour

son développement, misé sur le capital étranger. La plupart des sociétés opérant alors à Cuba étaient des subsidiaires de puissantes corporations américaines, situation vexante pour un fier esprit nationaliste.

Nous touchons ici l'essence même du problème cubain. J'aimerais m'étendre quelque peu sur cette question qui doit d'ailleurs intéresser tout Canadien, la situation chez nous étant en partie analogue. On accuse toujours les sociétés étrangères opérant dans un pays qui n'est pas le leur d'enlever à ce pays un profit d'exploitation. Faisons tout de même des nuances.

Une première règle: Le capital étranger ne va pas s'établir de façon dominante dans un pays où il y a déjà suffisamment de capital local pour mettre les ressources en valeur. Et, pour prendre un exemple concret, si le capital américain n'avait pas permis la construction des chemins de fer cubains, Cuba s'en serait tout simplement passé, ou du moins, les aurait attendus beaucoup plus longtemps, car ce pays n'avait absolument pas assez de capital national pour une telle entreprise. (Pensons au capital britannique qui a construit le Pacifique Canadien). Il faut donc admettre que sans ce capital américain, Cuba se serait privé longtemps non seulement de services publics essentiels, mais aussi d'industries primordiales comme le raffinage du sucre, la manufacture de produits secondaires, etc.

Une seconde considération: La société étrangère endosse elle-même les frais d'exploitation et de construction et en assume le plein risque. Ce placement doit normalement rapporter un profit qui justifiera la dépense et le risque. Ainsi, les dividendes que paiera la subsidiaire retourneront à la société-mère. C'est sur ce fait que se fondent les accusations d'exploitation. Mais combien d'autres facteurs sont oubliés!

En effet, les dividendes ne sont pas le seul profit que produit une entreprise industrielle. L'on constatera, par exemple, que les sociétés américaines établies à Cuba profitaient de ce pays sous les formes suivantes: par les taxes qu'elles payaient, par les emplois qu'elles créaient, par l'enseignement technique qu'elles offraient et enfin par l'activité commerciale qu'elles nourrissaient. Ces diverses formes de profit dépassaient largement en valeur celui qui quittait l'île sous forme de dividendes.

Cependant, j'admettrai volontiers le désir légitime de chaque nation de contrôler elle-même son économie. Un problème se pose: comment y parvenir? Je crois que l'exemple canadien le démontre très bien. C'est en invitant le capital étranger et en lui faisant bon accueil que l'on produit les sources indirectes de revenus qui donneront graduellement à la population locale le potentiel et le capital nécessaires pour reprendre progressivement le contrôle de son économie.

De 10% il y a cinquante ans, le contrôle canadien de notre économie est passé à près de 50% aujourd'hui. Pendant ce temps, notre pays atteint le deuxième standard de vie le plus élevé au monde.

Ce qui reste souhaitable donc, ce sont des lois obligeant le capital étranger à se retirer, mais seulement s'il y a un capital local pour le remplacer, de façon à ne pas compromettre le progrès économique. Castro a toutefois jugé bon de procéder autrement. Dans le bouillonnement et la hâte qui caractérisent toutes les révolutions, il a voulu parvenir immédiatement à son but. Il nationalisa ou confisqua alors tous les actifs américains à Cuba. En justice, il doit évidemment une compensation, voyons de quelle manière il entend procéder.

Un contrat de vente est un acte juridique bilatéral; or Castro n'en sait rien. Il décida lui-même des formes de paiement: des obligations du gouvernement cubain à échéance dans 50 ans et portant intérêt à 2%, lequel intérêt ne sera remboursable que sous forme d'achat de marchandises à Cuba. Indépendamment de l'évaluation unilatérale des propriétés, on ne saurait imaginer injustice plus flagrante. Ces obligations portent l'intérêt dérisoire de 2%, intérêt qui en plus n'est pas remboursable en argent, et n'échoient que dans 50 ans. Ce capital est non seulement gelé mais également perdu car le gouvernement cubain, par sa politique d'inflation, dévalue délibérément sa monnaie à tel point que la somme nominale de ces obligations ne représentera plus rien dans 50 ans. Il y a deux ans, le peso cubain avait une valeur d'échange de \$1.00; aujourd'hui le peso s'échange contre \$0.30.

Or Mademoiselle des Trois-Maisons, ignorant ces faits, déclare que ce sont les Yankees et non pas Castro qui tentent "les pires violations du droit international". Mais allez donc lui proposer à ce barbu de soumettre sa cause devant la cour internationale de justice!

Castro préfère donc cracher au visage de l'Oncle Sam. (Peut-être parce que celui-ci accordait au sucre cubain un tarif préférentiel?) C'est d'ailleurs une attitude psychologique facile à comprendre; il est toujours humiliant de recevoir l'aumône. Mais malheureusement l'Oncle Sam a trop souvent le caractère impétueux d'un enfant. Il répondit aux provocations de Castro par des représailles économiques qui ne sont peut-être pas dignes de sa position. C'était là, à mon avis, une erreur diplomatique qui eut la malheureuse conséquence de pousser Cuba vers l'URSS, conséquence que Mademoiselle des Trois-Maisons qualifie néanmoins d'heureuse: "heureusement, Cuba, profitant de la guerre froide, a conclu un pacte militaire sous condition, avec la Russie."

A moins que vous ne soyez communiste, pouvez-vous me dire, mademoiselle, en quoi ce pacte est heureux? Car il est bien certain qu'en cas d'une intervention militaire américaine contre Cuba l'URSS n'oserait riposter, risquant ainsi la guerre nucléaire. Krouthchev a d'ailleurs déclaré que sa promesse retentissante doit être interprétée comme "symbolique". Pouvez-vous me dire également comment ce pacte avec la Russie profite aux Cubains puisqu'en retour de leur sucre, ils reçoivent surtout des armes dont ils n'ont aucun besoin. Les statistiques nous disent que Castro a déjà quatre fois plus d'armements que Batista en avait à son plus fort. Nourrit-on un peuple avec des fusils?

Malgré cela, Mademoiselle des Trois-Maisons prétend que tout va bien: "les progrès économiques de Cuba sont extraordinaires depuis que le nouveau régime fonctionne." Or Mademoiselle doit avoir une bien curieuse conception du progrès économique, car, en fait, Cuba n'a jamais été aussi malade qu'aujourd'hui. Le produit national brut a considérablement fléchi, le commerce extérieur a diminué d'autant, la banque centrale est presque à sec (dépenses mensuelles: 23 millions, revenus: 9 mill.), le chômage sévit partout (750,000), et

l'on fait la queue à La Havane pour aller chercher sa ration alimentaire. En d'autres termes, tout va bien.

Mademoiselle affirme en outre parlant de la "vérité": "Aux Etats-Unis, elle n'existe absolument pas. Castro n'est pas un dictateur, Cuba n'est pas communiste, Cuba reste profondément catholique." C'est très fort!

Non, la vérité n'existe pas aux Etats-Unis. Les Américains ne connaissent pas la véritable liberté de presse et de parole, celle qui existe à Cuba: cette liberté de presse où le gouvernement exerce un monopole absolu, cette liberté de parole qui vous fait goûter la prison pour avoir dit "Cuba, si, Russia, no" alors que le véritable cubain libre doit dire "Cuba, si, Yankee, no".

"Castro n'est pas dictateur". Mais non, je me souviens fort bien d'eux, de l'élection qui a porté au pouvoir le triumvirat "Fidel-Raul-Ernesto". Oserait-on prétendre que les armes aident à maintenir ces hommes au pouvoir?

"Cuba n'est pas communiste". C'est évident, sauf que l'entreprise privée, même cubaine, n'y existe plus du tout; sauf aussi que le gouvernement envoie à l'Allemagne de l'Est des messages de félicitations à l'occasion du 10ième anniversaire de son régime communiste et des vœux d'encouragement dans sa lutte contre le capitalisme impérialiste; sauf enfin que, pour diriger et planifier son économie, Castro a importé un communiste argentin (Ernesto "Che") chassé de plusieurs pays d'Amérique latine pour ses activités subversives.

"Cuba reste profondément catholique". Bien sûr, sauf que la hiérarchie ecclésiastique de ce pays ne partage pas cette opinion et qu'elle met constamment le peuple en garde contre "l'orientation dangereuse que prend le régime Castro".

Mais si tout va bien à Cuba, pourquoi perd-elle chaque jour les têtes de son élite; pourquoi ses ambassadeurs à l'étranger démissionnent-ils tous les uns après les autres; pourquoi ses doyens de facultés universitaires sont-ils constamment remplacés; pourquoi ses penseurs quittent-ils le pays; pourquoi l'Eglise est-elle hostile au régime; enfin pourquoi est-il nécessaire d'exécuter tant de contre-révolutionnaires? Tous ces gens sont sans doute trop bêtes pour saisir les subtilités de la pensée castriste!

Castro, n'est-ce pas lui, ce grand homme politique, qui délivrera l'Amérique latine, tout fin diplomate qu'il est. On l'a vu d'ailleurs dans sa splendide apparition aux Nations-Unies où il vint, en style chemise-casquette, entretenir les grands de ce monde sur les problèmes de logement dans les hôtels de New-York qui n'aiment pas les gens qui font cuire des poulets dans leur chambre à coucher.

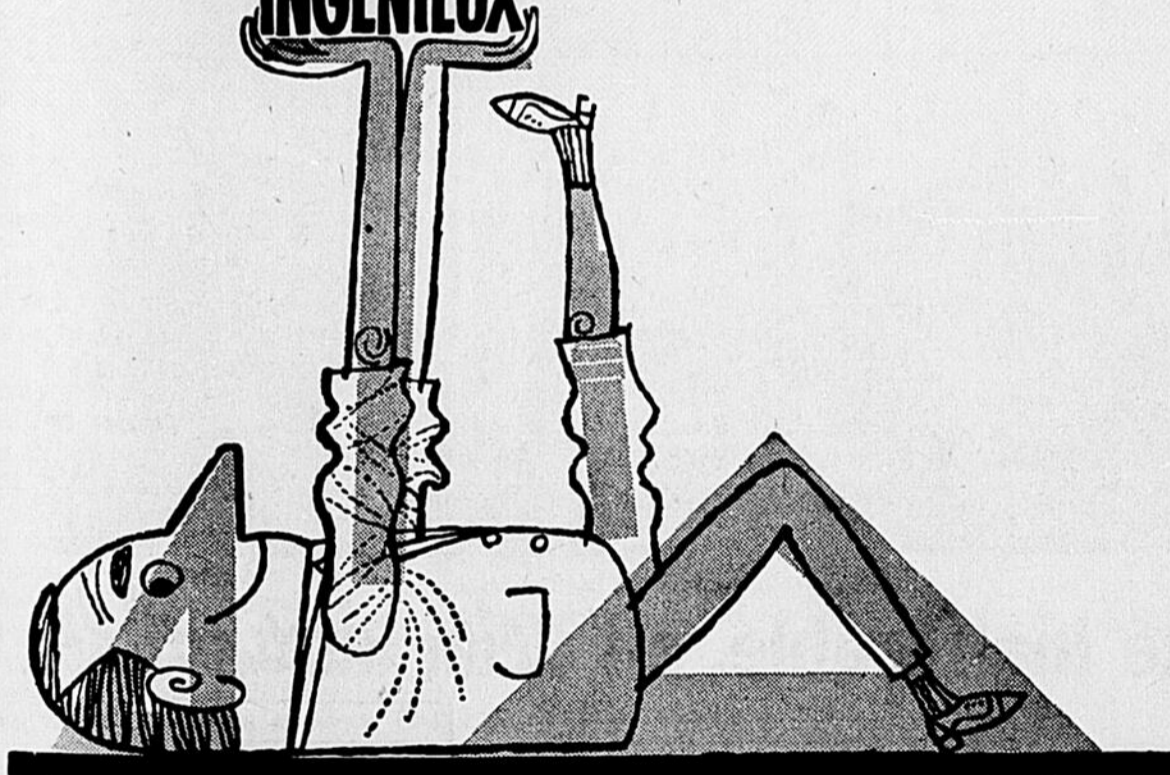
Trêve de moqueries, nous en avons dit assez. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que la révolution cubaine, emportée dans un courant d'hystérie, a de beaucoup dépassé son idéal premier, lequel, comme je l'ai mentionné au début, était néanmoins fort louable. Je souhaite donc au peuple cubain toutes les libertés auxquelles il a droit. La fierté nationale est un bien légitime que tous les peuples doivent chérir. Mais ce nationalisme ne doit pas aller à l'encontre des droits des autres nations. C'est pourquoi il m'est impossible de sympathiser avec le gouvernement cubain actuel.

Si Cuba doit être le point de mire de l'Amérique latine, il est malheureux et fort dangereux que ce point de mire soit devenu si peu brillant. Car on peut craindre alors que l'Amérique latine soit perdue à la cause occidentale et chrétienne. Mais si vous ne croyez pas à cette cause...

Guy Joron,
Droit I

Novembre 1960

ON RECHERCHE DES INGÉNIEURS INGÉNIEUX



Un ingénieur doit-il être doué d'imagination? Doit-il avoir des idées neuves et chercher constamment des solutions nouvelles au lieu de s'en tenir à la bonne vieille routine?

Nous le pensons. Voilà pourquoi nous recherchons... des jeunes gens pour qui les possibilités d'une carrière comptent encore plus que l'immédiat... des jeunes gens qui veulent ouvrir des voies nouvelles avec l'Alcan plutôt que de piétiner dans les sentiers battus... qui veulent pouvoir enrichir leurs connaissances et les faire fructifier au rythme des progrès de l'Alcan et de sa clientèle; des jeunes gens qui désirent faire oeuvre d'imagination dans la recherche, la vente, l'administration, la production, etc.

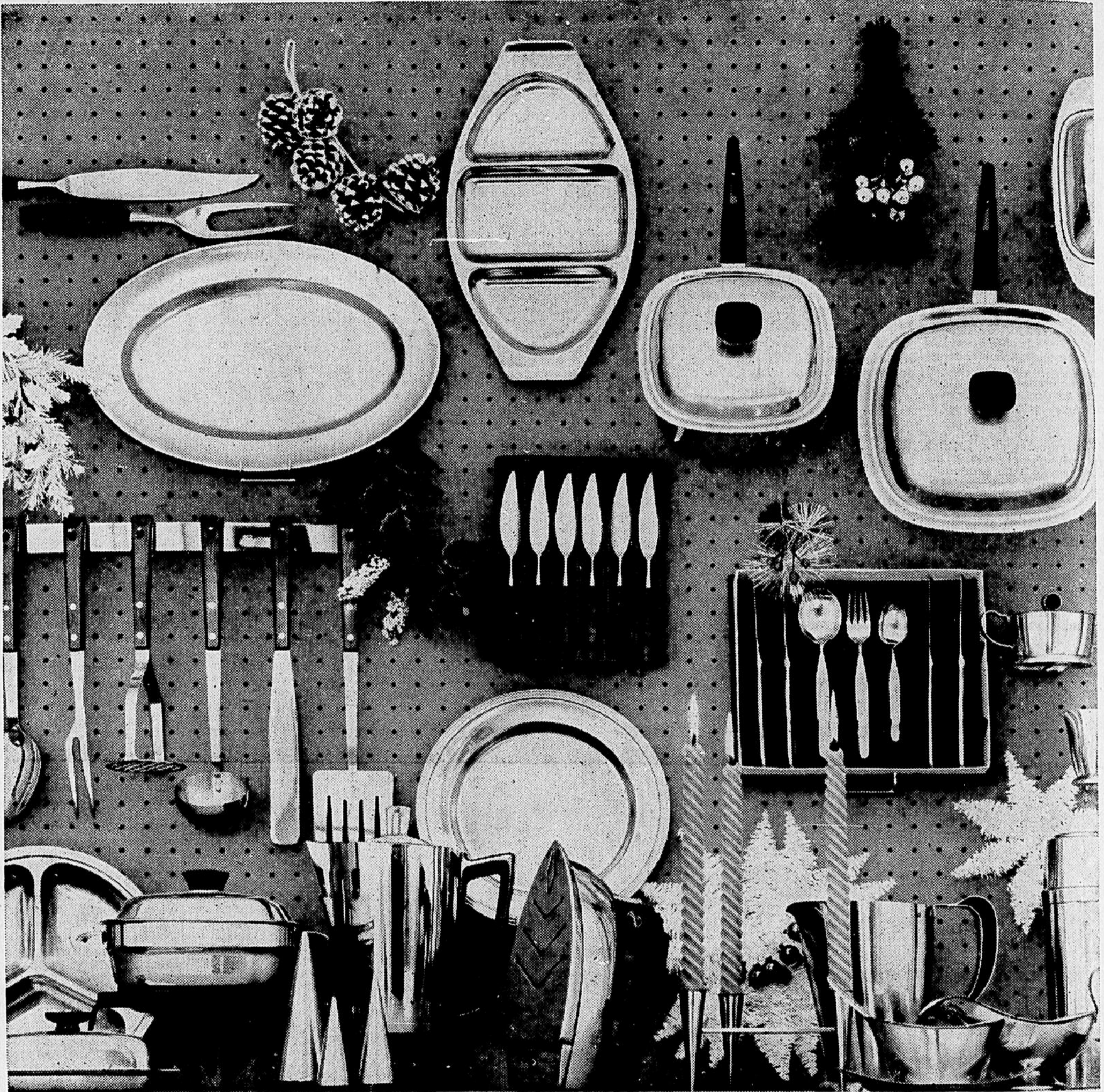
Voilà ce que nous recherchons. Quant à vous... si vous recherchez une carrière, et non un simple emploi et si vous terminez vos études d'ingénieur métallurgiste, chimiste, mécanicien, électricien ou civil, vous trouverez à l'Alcan un excellent salaire, un généreux plan de retraite, des facilités pour devenir actionnaire, des allocations de déplacement et bien d'autres avantages... dont celui de faire partie de la plus grande entreprise canadienne dans le domaine de la production et des applications de l'aluminium. Car vous n'ignorez pas que l'aluminium est l'un des métaux les plus importants au monde et que ses utilisations et ses débouchés se multiplient constamment.

ALUMINUM COMPANY OF CANADA, LTD.

Division du Personnel

C.P. 6090, Montréal 3, P.Q.





Des cadeaux d'une beauté inaltérable, en *acier inoxydable*

AU NICKEL INCO 18-8

**DANS
TOUS LES
BONS MAGASINS
DU CANADA**

Voici des cadeaux pratiques dont la beauté défie le temps! Beaucoup sont fabriqués au Canada, avec de l'acier inoxydable contenant du nickel Inco. Vous les trouverez dans tous les bons magasins, durant le temps des fêtes.

Vous reconnaîtrez "l'éclat de l'acier inoxydable" dans les appareils et ustensiles de cuisine, les plateaux à servir et la belle coutellerie moderne. Qui n'aimerait recevoir d'aussi beaux cadeaux!

Le nickel Inco confère à l'acier inoxydable plusieurs des qualités qui le rendent indispensable dans les maisons modernes. L'acier inoxydable, si facile à nettoyer et à garder propre, conserve l'éclat du neuf pendant des années.

À Noël, choisissez des cadeaux d'une beauté inaltérable parmi les nombreux produits canadiens de haute qualité, faits d'acier inoxydable contenant du nickel Inco.

THE INTERNATIONAL NICKEL

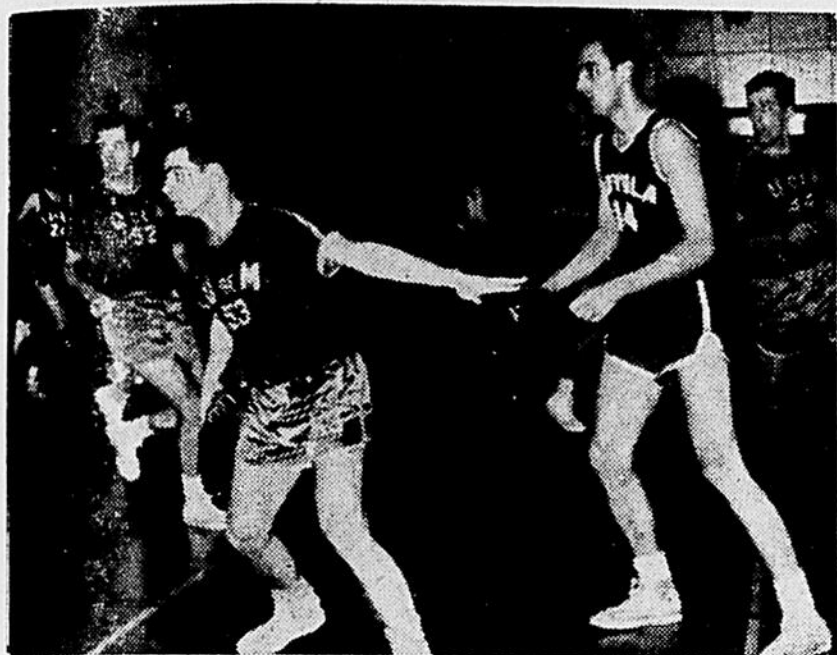
COMPANY OF CANADA, LIMITED

55, RUE YONGE, TORONTO





CARABINS 7 - RED MEN 5



AU BASKET-BALL (1)

RED MEN 79 — CARABINS 41

C'est au compte de 79-41 que les Carabins ont subi la défaite mardi soir passé au Sir Arthur Currie Gymnasium devant une foule enthousiaste de partisans des Red Men. Dès les cinq premières minutes de jeu, les joueurs de McGill prirent l'avance et la maintinrent tout le long de la partie. Notre meilleur joueur fut sans contredit François Godbout, il a compté 10 points pour notre équipe.

La faiblesse de nos Carabins dépend certainement du fait que nous n'avons pas de joueurs de relève, que nos joueurs après la première demie ne sont plus de taille à lutter contre des joueurs qui ont eu le temps de se reposer pendant la partie et ce n'est pas avec huit joueurs que l'on peut espérer gagner des parties. Je tiens à féliciter les joueurs actuels pour leur bon esprit malgré les défaites, ils ne lâchent pas, à chaque partie ils sont là, et donnent tout ce qu'ils peuvent mais il ne faut pas trop leur demander.

Qu'attendons-nous, Carabins, pour aller leur aider avant qu'il ne soit trop tard. Il existe très certainement à l'Université de bons joueurs de basketball qui ne participent activement à aucun sport. Nous sommes à leur recherche. Ne croyez-vous pas que les étudiants se doivent de donner la meilleure représentation possible de l'université qu'ils fréquentent. Depuis longtemps, les Anglais ont compris cela et dès que l'on parle de lancer un nouveau sport interuniversitaire, aussitôt dit, aussitôt fait, les universités anglaises présentent une équipe, et quelle équipe... Même s'ils n'ont pas la qualité les premières fois, au moins ils ont la quantité et ils peuvent faire un choix.

Qu'attendons-nous, nous Canadiens-français, pour leur montrer que nous sommes là, et que même aujourd'hui nous pouvons encore remonter la pente et nous classer dans les finales.

Serge Legault

(1) N.D.L.R. — Ballon-au-panier.

FOOTBALL (1) INTERFACULTÉS

Cinq minutes après l'arrivée du "Quartier Latin" de mardi dernier, et y avoir lu le défi, lancé par "LA FACULTÉ" (titre pompeux qu'ils se sont attribué sans raison) des candidats aux postes de gérant, instructeur, capitaine, joueurs,

(braves), water-boys (2) et mascotte, tous se réunissaient.

Après une (1) heure de pratique, ces braves sont prêts à enlever à toutes les facultés de moins de mille étudiants, leur prétention au titre de CHAMPION du football interfacultés.

René Saint-Hilaire,
Conseiller sportif,
Polytechnique.

Voilà la teneur de la lettre que j'ai reçue. Je tiens à aviser M. Verdy que les facultés suivantes veulent aussi relever son défi: H.E.C., Sciences Sociales, Éducation physique.

Serge Legault,
A.A.E.U.M.

(1) Ballon de pied.
(2) N.D.L.R.: garçons d'eau pour les puristes.

BALLON-PANIER INTERFACULTÉS

Classement au 30 novembre

École Normale				
Secondaire	2	4	43	7
Chirurgie Dentaire	2	4	33	28
Polytechnique	1	2	30	6
Droit	2	2	2	2
Éducation physique	1	1	1	30
Sciences Sociales	1	1	7	41
H.E.C.	2	0	28	33
Médecine	1	0	0	2

Compteurs

1. Lord, ENS	20	pts
2. Bourgeois, Ch. D.	15	"
3. Ross, HEC	14	"
4. Coupal, ENS	10	"
Prud'homme, Ch. D.	10	"
Soudey, Poly	10	"
7. Ouimet, HEC	8	"
Preise Poly	8	"

Résultats

ENS bat Droit par forfait	2-0
Chirurgie D. bat H.E.C.	31-28
Poly bat Educ. Physique	30-6
Chirurgie D. bat Méd. par forfait	2-0
Droit bat H.E.C. par forfait	2-0
ENS bat Sciences Soc.	41-7

VOLLEY-BALL (1)

Premier revers de P.U. de M.

Les volleyeurs (2) de l'Université ont connu la défaite pour la première fois cette saison alors qu'ils visitaient les champions de l'est d'Ontario, l'équipe de l'Université d'Ottawa.

En effet alors qu'ils venaient d'écraser le C.M.R. de St-Jean la veille, ils durent éprouver tout leur répertoire pour tenir tête à l'équipe d'Ottawa qui, incidemment, compte parmi ses joueurs un colosse de 6'4" qui nous donna beaucoup de fil à retordre.

Ne s'attendant pas à une si forte opposition, les nôtres concédèrent la première partie au compte de 15-9. La deuxième fut plus serrée, le pointage ne progressait pas vite et tous les points étaient âprement disputés (il en fut de même jusqu'à la fin de la rencontre). On gagna au compte de 16-14.

La troisième fut le point tournant du set; après avoir maintenu le pointage jusqu'à 10-10, nos joueurs firent un effort supplémentaire et portèrent le compte à 14-11, mais là ils se firent jouer le même tour que les Estoniens jeudi passé. Croyant la partie gagnée ils se détendirent et ne purent compter le point victorieux, ils perdirent donc: 14-16.

La quatrième partie alla aussi aux mains d'Ottawa par un compte de 15-12 alors que la dernière fut remportée par les Carabins 15-10. L'Université d'Ottawa gagnait ainsi un match des plus serrés 3 parties à 2. Ce match démontre bien qu'il est urgent d'organiser le VOLLEYBALL sur le campus sur des bases solides si nous voulons bien figurer dans la ligue interuniversitaire l'an prochain. Au moins le tiers de l'équipe ne jouera plus pour nous et il faudra les remplacer.

D'ici là nos joueurs tenteront de conserver leur avance dans la M. V. L. en vainquant l'équipe de l'Immaculée Conception (autrefois le N.D.G.-Y.M.C.A.) ce soir même à 8 heures.

Richard Brunet,
gérant.

1. N.D.L.R.: ballon volant.
2. N.D.L.R.: ballon voleurs.

Devant plus de 1100 spectateurs pleins d'entrain carabinier, les Carabins de l'Université de Montréal ont battu les Redmen de l'Université McGill au compte de 7 à 5 dans une joute où les gardiens n'ont pas failli à la tâche et où le temps supplémentaire devait décider de l'issue de la rencontre. Le recteur de l'Université de Montréal n'avait pas mis la rondelle au jeu que les officiels décernaient leur première punition et que McGill en profitait pour enregistrer son premier but.

Les onze cents spectateurs présents ont été à même de constater que l'offensive de l'équipe n'inquiétera personne. Le trio Duguay-Dufour-Bélisle a compté 5 buts ce soir, et nous croyons bien que leur tenue s'améliorera de joute en joute. Les Verrier-Hamel-Blouin n'ont jamais pu afficher leur tenue à l'offensive puisqu'ils ont été obligés de "tuer le temps" pendant nos nombreuses punitions. Enfin Landreville et Mongeon, évoluant avec Matte ou Gagnon.

Pour les vainqueurs, Duguay et Dufour se sont mis en évidence en comptant chacun deux buts. Bélisle, Landreville et Matte ont

ajouté les autres. Pour les Redmen, O'Reilly s'est distingué avec deux buts, avec Hutchison, Juliani et Jones en ajoutant trois autres.

La première période nous fit voir du jeu robuste et les arbitres durent sévir huit fois. Pendant ce temps les Carabins prenaient une avance de 2 à 1, que la deuxième permit de porter à 5 à 2. Puis vint la troisième période où les Carabins flanchèrent pour permettre aux Redmen d'égaliser le compte, jusqu'à ce que Duguay compte le but de la victoire.

La défensive s'est bien défendue pendant cinquante minutes sur soixante-dix. Mais à la troisième période, les Redmen ont profité de la fatigue des nôtres pour enregistrer trois buts rapides. Après la prochaine rencontre nous saurons à quoi nous en tenir définitivement à ce sujet.

Les trois étoiles de la joute vont à Duguay qui a compté deux buts (dont le vainqueur) et qui a joué pendant environ cinquante minutes; à Dufour pour ses deux buts, et à Hutchison des Redmen qui a su relever son équipe.

SOMMAIRE

REDMEN: Buts: Herron; défenses: Richards, Evans; avants: McLernon, Flam, Cullin, Jones, Peters, Hutchison, Grant, Juliani, O'Reilly, Messier, Robson.

CARABINS: Buts: Vanasse; défenses: Hébert, Bastien, Lacasse, Lavigne; avants: Duguay, Dufour, Bélisle, Hamel, Verrier, Blouin, Mongeon, Landreville, Matt, Gagnon.

OFFICIELS: Boudrias et Harvey.

1ère période:
Redmen: Jones (Hutchison) 3.24
Carabins: Landreville (Gagnon et Bélisle (Duguay et Dufour) 18.30
Punitions: Blouin (3.14); Bélisle et Peters (6.28); Hébert et Grant (7.03); Richards (7.55); Hamel (12.12); Bastien (15.03).
Arrêts: Herron: 8
Vanasse: 3

2e période:
Carabins: Dufour (Duguay) 0.37
" Dufour (Landreville et Duguay) 10.43
" Duguay (Dufour et Bélisle) 16.02

Redmen: Hutchison (Jones et Richards) 17.49
Punitions: Lavigne (2) et Jones (8.10); Duguay (12.02); Lavigne (16.14); Bastien (19.00); Richards (19.54).

Arrêts: Herron: 12
Vanasse: 9

3e période:
Redmen: O'Reilly (Jones) 11.17
" Juliani (McLernon) 12.18
" O'Reilly (Hutchison et Jones) 15.46
Punitions: Cullin (4.20).
Arrêts: Herron: 18
Vanasse: 13

Supplémentaire:
Carabins: Duguay (Dufour) 2.28
" Matte (Mongeon) 3.48
Punitions: Hamel (9.27).
Arrêts: Herron: 10
Vanasse: 6
Total: Herron: 48
Vanasse: 31

La joute d'ouverture de nos Carabins mercredi dernier s'est disputée devant environ 1,100 de nos Carabins et Poutchinettes, dont M. Gagnon, Monsieur Lemay, Miss Quartier Latin 1960-61, Lise Vaillancourt, Miss Quartier Latin 1959-60, Margot Dufour, Miss Agronomie, Nicole Fortin, Signor Jean Rochon, président de l'AGEUM, et signor Conrad Berthiaume, président de l'AAEUM (ne pas confondre: les deux s'en voudraient bien), et le mathématicien Gérard Trépanier, président de Poly... Les quelque cent spectateurs qui appuyaient les Redmen de leurs cris ou de leur présence de ce côté-là de la glace furent très déçus par la tournure des événements surtout après l'effort de leurs favoris à la troisième période...

Nous remercions beaucoup l'assistance nombreuse qui est venue appuyer nos Carabins; il y a longtemps qu'on avait vu une telle foule! Cependant nous tenons à vous rappeler que le plus innocent des papiers peut blesser sérieusement un joueur qui y mettrait le patin. Donc, s'il vous plaît, sachons nous tenir: nous ne sommes plus enfants (tous n'étaient pas de Poly hier soir!). Une mare de café n'est pas tellement intéressante à regarder sur la glace, même si elle était destinée à l'adversaire... Les "cheer-leaders" rendaient fiers services, et donnaient beaucoup de "pep" à l'assistance.

N.D.L.R.: le directeur du Q.L. y était lui aussi.

(1) Entraîneuses.

Mort par knockout!

En 18 mois, 12 boxeurs ont trouvé la mort dans l'arène et quantité d'autres sont devenus fous ou idiots! La boxe est-elle un sport ou une entreprise de meurtre? Dans SÉLECTION du Reader's Digest de décembre, d'éminents médecins exposent les suites néfastes des knockouts répétés. Lisez comment, malgré leurs avertissements, on n'en continue pas moins d'envoyer des boxeurs se faire massacrer sur le ring. Achetez Sélection aujourd'hui!

TRIBUNE LIBRE

DIEU PROTÈGE LA FRANCE

St-Hyacinthe, le 24 novembre 1960

M. Jacques Guay,
Quartier Latin,
Université de Montréal.

Modestement et avec le simple bon sens d'un carabin qui s'efforce de voir le monde avec une optique objective, je me permets de faire remarquer quelques erreurs et préjugés émis par Georges Schoeters dans son article "L'héroïsme d'un peuple au combat".

Mais tout d'abord, de quel peuple s'agit-il puisque chacun sait que la terre d'Algérie est habitée par de nombreuses races: Arabes, Berbères, Touareghs, etc... dont les moeurs sont très différentes.

Pour rester neutralistes, comme le disait M. Hammerskjold, il faut savoir dire "Non" aux deux partis ou les prises de positions des Nasser, Sékou Touré Sukarno et autres me semblent très proches de celles de Castro!

L'Algérie a droit à la liberté, à l'égalité, mais les Musulmans d'Algérie ont-ils été opprimés? N'ont-ils pas les mêmes droits que les Français? L'enseignement n'est-il pas gratuit? Les universités ne leur sont-elles pas ouvertes? De nombreuses bourses d'études ne leur sont-elles pas octroyées? Ils prennent une part active à la vie politique, économique et culturelle de la France: Demandez le donc à Mlle Sid Cara, MM. Si Bekkai, Tamzalit, Benhabyles, Mecheri, et l'armée française compte parmi ses rangs des colonels et même des généraux algériens.

Quelle triste image que celle d'une Algérie transformée en sang et en ruines par une poignée de hors-la-loi qui opprime et contraint toute une population. Les Algériens veulent la paix autant que les Français et ils espèrent, dans une immense majorité, rester avec la France. Ne l'ont-ils pas démontré avec force lors du voyage de De Gaulle à Alger en juin 1958.

La raison du succès du F.L.N. ?

Tous ceux qui ont visité cette terre de France, tous ceux qui ne sont pas à la solde des pays étrangers le savent: le F.L.N. entretenu par certains pays opprime et contraint par la force les paysans et les villageois: les repréailles, les attentats, les embuscades, sont leurs moyens d'agir.

"Si tu ne tues pas tel homme avant telle date tu seras tué par nous."

"Si tu ne verses pas tel pourcentage de ton salaire, tu seras tué". Voici la consigne que reçoivent de nombreux Musulmans.

Mais je me bornerai à ne relever que les erreurs et je peux lire:

"Dans le conflit Algéro-Français d'un côté nous avons le nucléus oppresseur et ses agents c'est-à-dire, l'armée professionnelle". Or, d'armée professionnelle, il n'y en a pas en France! Ceux qui la constituent, ceux qui meurent pour la défense de cet idéal de liberté et de justice ce sont des jeunes de vingt ans: étudiants, ouvriers, paysans arabes et français qui d'un élan généreux sacrifient tout pour protéger des frères et des soeurs musulmans contre un régime arbitraire dont l'emblème est la faucille et le marteau!

Cette armée ne reçoit d'aide d'aucune organisation internationale, bien au contraire, elle fournit pour l'OTAN un contingent annuel de 70,000 hommes.

L'armée de libération nationale n'est composée que de 10 à 20% d'Algériens, c'est-à-dire, environ 15,000 hommes, le reste étant des Marocains, des Tunisiens, des Egyptiens dont le seul but est de déloger ceux qui dirigent pour s'approprier les parts du gâteau.

Le trouble du F.L.N. n'est certes pas le manque d'armes fournies par certains pays mais plutôt l'appui de la population qui ne cède que par contrainte et par peur. La masse algérienne qui ne comportait que 1,200,000 individus lorsque la France a créé l'Algérie, qui n'existait pas alors, représente aujourd'hui 12,000,000 d'individus. Loin d'avoir été décimée, comme les Indiens d'Amérique du Nord, cette population a pris conscience de ses droits et si la France n'a pas pu faire plus elle y a pourtant apporté la culture, les hôpitaux, le commerce. Les Algériens n'ont jamais payé d'impôt mais ils ont dans tous les villages une école, un centre social et c'est justement là le principal rôle de l'armée non-professionnelle: elle fournit les instituteurs, les médecins, les infirmiers en plus de son sang pour protéger ceux qui ne veulent pas de la tyrannie. Voilà comment la France fait la guerre en Algérie!

Mais revenons à cet article et je me permettrai de faire remarquer que parmi les ouvrages cités il en manque: je ne vois pas le nom de Jules Roy ou de F. Jeanson... qui en enrichissent davantage cette bibliothèque d'ouvrages immoraux et antipatriotiques.

Seul un anachiste, pas même un intellectuel, peut se permettre de trouver une valeur hautement morale et patriotique dans le conseil que donne le manifeste des 121 à savoir: l'insubordination dans l'armée. Ici, au Canada le mot de traître est appliqué à tout insubordonné et je pense qu'il en est de même dans tous les pays du monde y compris l'URSS et en seule réponse je me permettrai de citer un passage de la lettre de Mgr Feltin.

Avant de conclure en assurant les militaires catholiques que ses prières les accompagnent chaque jour "Afin de les aider à mieux réaliser leur vocation de soldats et de chrétiens" Mgr Feltin, Cardinal, archevêque de Paris, vicaire général aux armées françaises, déclare: "Nous admirons profondément l'effort que font tant d'hommes généreux et loyaux aux risques et périls de leur vie pour accomplir la mission qui est la leur en ce moment".

Voilà mot à mot les paroles dites du haut de la chaire. La France consciente de ses devoirs et de sa mission assume une lourde responsabilité mais elle a foi en sa devise: DIEU PROTÈGE LA FRANCE.

M. Boucher,
Médecine vétérinaire IIIQUAND GUDULE
REÇOIT DU COURRIER

Mon cher Gudule, pardonne-moi d'avoir tant attendu pour t'écrire: je voulais savoir combien de coups de pied au derrière tu agréerais de recevoir avant de sortir de tes gonds. Ta patience hélas! tient bon, mais la mienne est à bout. Peut-être, après tout, n'as-tu pas de derrière? Les autres, en tout cas, ont des pieds; c'est même tout ce qu'ils ont; mais ils savent s'en servir. Peut-être qu'en te fâchant un peu, tu te découvrirais soudain une tête (une tête de baptisé) et un coeur (un coeur de confirmé, de "bon soldat" comme dit saint Paul)? — Gudule, as-tu du coeur?

Pour moi, je te le dis tout net, je commence à en avoir assez! Les poings me démangent; j'ai envie de casser (sans symbole) la gueule à quelqu'un. Car moi aussi, vois-tu, je m'appelle Gudule; nous nous ressemblons comme des bessons. Alors, chaque fois que tu reçois un coup de pied au cul, c'est moi qui l'encaisse, et chaque fois qu'on t'envoie de la merde dans le visage, c'est moi qui la sens. Nous sommes, sur la montagne, des centaines et des centaines de Gudule. En face, il y a la poignée d'émancipés qui ont escamoté leur certificat de baptême pour

BREF MESSAGE

D'UN GRAND HOMME

Judi dernier, près de 1,000 étudiants réunis au grand salon du Centre Social ont assisté à la première manifestation du Carnaval de Charité '60-'61. Nous voulons aujourd'hui inviter tous les étudiants du campus à collaborer dans toute la mesure de leur temps libre à la réalisation de cette oeuvre communautaire.

Pourquoi organiser un carnaval de charité? Il faut bien préciser le sens que nous donnons au mot Carnaval dans le contexte présent. Nous aurons un Carnaval pendant quinze jours parce que nous emploierons toutes nos possibilités, tout notre entrain à atteindre le but premier du Carnaval de Charité: donner un témoignage de fraternité et de compréhension à ceux qui connaissent des conditions de vie particulièrement difficiles.

Nous-mêmes sommes allés à chaque année, depuis quatre ans, demander à la population de Montréal d'aider les étudiants qui sont dans le besoin à compléter leurs études universitaires. Grâce à l'appui que nous avons reçu de tous ceux que nous avons visités plusieurs étudiants ont pu obtenir des bourses du Prêt d'Honneur et terminer leurs études. À l'approche de la période des fêtes nous avons une magnifique occasion de prouver que nous ne vivons pas complètement à l'écart de notre société. Ce n'est pas tout de prendre conscience des problèmes humains qui nous entourent et d'en discuter chacun dans la sphère de nos futures professions. Nous nous devons de poser des actes positifs si nous croyons vraiment que notre profession sera un service et non une exploitation de ceux qui nous accorderont leur confiance.

L'action communautaire que nous posons prend encore plus de force dans le contexte économique actuel. Le chômage sur une échelle comme nous le connaissons aujourd'hui est une véritable plaie sociale et tous se doivent d'unir leurs forces pour l'enrayer le plus vite possible ou du moins, en atténuer les conséquences. Évidemment les étudiants ne peuvent pas régler le problème du chômage mais la nourriture, les vêtements, les meubles que nous réussirons à rassembler pendant les quinze jours de notre Carnaval de Charité pourront certainement aider des familles qui ne possèdent même pas le minimum nécessaire pour vivre honnêtement.

Quelques centaines d'étudiants, membres des Chantiers universitaires ou de la Saint-Vincent-de-Paul consacrent plusieurs heures toute l'année durant à visiter et à travailler au service d'hommes, de femmes et d'enfants qui vivent dans une réelle misère. Tous ne peuvent peut-être pas les imiter, mais aucun d'entre nous ne peut refuser de consacrer quelques heures à cette cause.

Je veux insister spécialement sur un point. On ne doit pas d'abord évaluer les biens matériels que nous allons donner mais bien penser au réconfort et à la joie que nous pouvons procurer aux gens que nous voulons aider. C'est pourquoi il faut qu'un grand nombre d'étudiants soient prêts à aller rencontrer les familles pour distribuer les paniers de Noël et transmettre notre témoignage de compréhension et de fraternité. Demandons-nous qui, en définitive, retirera le plus de cette expérience.

Nous avons déjà prouvé que les forces unies des étudiants peuvent agir vite et atteindre les buts proposés. Nous comptons donc sur tous et chacun pour faire, encore cette année, un succès complet du Carnaval de Charité.

Jean Rochon

nous faire croire qu'ils ne s'appellent pas ou qu'ils ne s'appellent plus Gudule eux aussi. Jusques à quand les Gudule avoués permettront-ils aux Gudule clandestins de leur botter le derrière et de les emmerder des pieds à la tête dans leur propre maison, en leur fournissant les instruments requis par-dessus le marché? — Gudule, as-tu du coeur?

Comprends bien, cher Gudule, de quoi il s'agit. Tu vas à la messe le dimanche, tu récites ton chapelet de temps en temps, tu te confesses au besoin? Moi aussi! Ça mérite un coup de pied au cul... Attrape, Gudule! — Tu as gardé un souvenir plutôt heureux de tes années de collège; à part un petit nombre de crétiens (il y en a dans tous les métiers), tu as plutôt apprécié les moines qui t'ont appris patiemment à décliner *rosa-rosae*, avant de t'initier plus tard aux logarithmes? Moi aussi! Ça vaut une poignée de crotte... Attrape, Gudule!

Il est permis, entre Gudule, de trouver le procédé dégoûtant. Je n'ai jamais aimé que quelqu'un me dise, en exhibant une méchante caricature

du visage que la nature et la grâce m'ont façonné: "Regarde, Gudule, c'est toi-même en peinture! Cette tête d'âne, ces yeux de poisson mort, ce nez morveux: c'est l'héritage reçu à ta naissance! Tu ne l'aurais jamais su si moi, rédacteur (!) à ton journal, je ne t'avais pas montré toi-même à toi-même comme dans un miroir. Es-tu content? Alors, fais une petite risette à monsieur! Ça lui donnera du courage pour continuer..."

Avoue-lé, cher Gudule, tu as eu l'air jusqu'ici d'un grand bêta. J'ai vu quand même, parfois, un éclair s'allumer derrière les verres de ton pince-nez. Mon coeur s'est gonflé d'espoir. J'ai cru que c'était fini, que tu ne te laisserais plus croquer sur l'occiput par un avorton paranoïaque qui serait prêt à grimper aux poteaux pour attirer l'attention. Fut-ce une illusion? Peut-être. Malgré tout, j'espère. Car, enfin, Gudule, tu as du coeur!

Avec toi pour le meilleur et pour le pire,

Gudule

